

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SEIZIÈME SESSION

Documents officiels



1064^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

Vendredi 24 novembre 1961,
à 20 h 30

NEW YORK

SOMMAIRE

Points 88 et 22 de l'ordre du jour:

La situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (suite)

Assistance à l'Afrique (suite):

a) *Programme des Nations Unies pour l'indépendance.*

Page

881

Président: M. Mongi SLIM (Tunisie).

POINTS 88 ET 22 DE L'ORDRE DU JOUR

La situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (suite*)

Assistance à l'Afrique (suite*):

a) Programme des Nations Unies pour l'indépendance

1. Le **PRESIDENT**: Avant de donner la parole aux orateurs inscrits pour la séance de ce soir, j'aimerais attirer l'attention de l'Assemblée générale sur le nouveau projet de résolution qui a été déposé [A/L.368].

2. **M. ROSSIDES (Chypre)** [traduit de l'anglais]: La résolution 1514 (XV) adoptée l'an dernier et contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a été qualifiée à juste titre de résolution historique. Cette résolution qui a condamné dans le monde entier le colonialisme et même toute domination d'un peuple sur un autre peuple par la force a ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire de l'humanité. Le colonialisme était admis autrefois sur le plan international en tant que système politique d'administration et sa légalité constitutionnelle était reconnue. Ainsi, la domination par la force et le déni des droits fondamentaux de l'homme étaient choses normales. Tout en ayant toujours été en contradiction avec les fondements de la morale, le colonialisme ne constituait pas alors un problème mondial. Maintenant, c'est un problème mondial et un problème qu'il faut impérativement résoudre d'urgence.

3. Les Nations Unies auraient failli à leur responsabilité première si elles n'avaient pas, par cette déclaration, solennellement condamné et aboli le colonialisme.

4. La résolution adoptée l'an dernier reflète et enregistre le réveil de la conscience de l'humanité devant ce problème. En toute étape de l'évolution du genre humain, les idées et concepts qui ont cours déterminent les problèmes qui surgissent, leur importance et leur gravité. Ainsi, une injustice ne devient vraiment un problème qu'à partir du moment où la

conscience de l'humain se réveille devant cette injustice. L'injustice est alors considérée de plus en plus comme une anomalie et une cause de friction qui ne peut être éliminée que par le rétablissement de la justice et de l'équilibre.

5. Il faut comprendre que dans de tels cas les tentatives d'immobilisme et de maintien de l'ordre par la force, sans porter remède au mal essentiel, sont condamnées à l'échec et provoquent des luttes et des conflits plus graves encore. Il est vain en effet d'essayer d'endiguer la marée de la liberté ou d'arrêter le cours de l'histoire.

6. Dans notre monde en évolution rapide, l'élément essentiel de la science du gouvernement est la capacité de s'adapter promptement à des conditions sans cesse changeantes. Plus vite les puissances administrantes s'adapteront au temps présent, mieux cela vaudra pour elles et pour le monde entier. En effet, il ne peut être dans l'intérêt véritable des puissances coloniales elles-mêmes de persister à appliquer une politique de domination et d'inégalité, avec tout ce que cela comporte de conflits et de luttes à l'intérieur ainsi que d'accroissement de la tension sur le plan international.

7. C'est ce que les Nations Unies cherchent à éviter. D'une façon générale, on peut dire qu'aucune nation, aucun peuple et aucun gouvernement, quelle que soit sa force matérielle, ne peut méconnaître impunément les principes moraux fondamentaux conditionnés par l'époque et par le lieu, ni ne tenir aucun compte de la force de l'opinion publique mondiale. Quand il s'agit de colonialisme, il ne faut pas perdre de vue que ce terme, tout en étant apparenté à celui de colonisation, a acquis une signification distincte et indépendante. Il désigne toute domination par la force et l'exploitation d'un peuple par un autre.

8. Chypre, dans son histoire moderne, n'a pas été colonisée, elle n'était pas une colonie dans aucun des sens authentiques du mot. Toutefois, durant une période récente, Chypre avait le statut d'une colonie et elle a connu le colonialisme dans une de ses manifestations les plus graves, celle de la politique qui consiste à "diviser pour régner".

9. Etant nous-mêmes à peine sortis d'un état de dépendance coloniale à l'issue d'une longue lutte que nous avons menée dans le domaine politique pour nous libérer, qui a duré des dizaines d'années et s'est terminée par quatre années de résistance armée et de grands sacrifices, nous faisons nôtre avec une sympathie particulièrement chaleureuse la cause de la libération de tous les peuples coloniaux. Nous partageons leurs espoirs et leurs aspirations, ainsi que leurs épreuves et leurs tribulations. Nous sommes à leurs côtés dans leur marche vers la liberté, qu'il s'agisse de l'Algérie, de l'Angola, du Ruanda-Urundi ou de toute autre contrée du monde où l'on refuse la liberté au peuple. Mais, indépendamment de notre

* Reprise des débats de la 1061^{ème} séance.

engagement total pour la cause de la liberté, nous considérons la question de la liquidation du colonialisme également d'un point de vue plus large, celui de la paix et de la stabilité dans le monde, car il ne peut y avoir de paix durable sans la liberté universelle et il ne peut y avoir de liberté universelle tant que le colonialisme subsiste.

10. L'interdépendance est un des grands traits de notre époque. A mesure que les progrès de la technique permettent à l'homme de maîtriser davantage la nature, les dimensions de la terre se rétrécissent sous ses pieds. Plus que jamais, il est évident que l'humanité est indivisible, de même que sont indivisibles la liberté et la paix. Les dangers de guerre qui menacent l'humanité devraient rendre ces vérités plus saisissantes encore, de sorte que nous progressions, avec l'accord général et la coopération éclairée de tous les États, vers l'élimination du colonialisme sous toutes ses formes, du totalitarisme et de toute autre forme de domination par la force, et que nous suivions ainsi la voie de la paix.

11. Un autre aspect du colonialisme, dont les Nations Unies doivent tenir compte particulièrement, est que le colonialisme est l'un des deux grands écueils auxquels les Nations Unies elles-mêmes se sont heurtées. L'autre est la guerre froide. Le colonialisme, du reste, par son effet néfaste sur le domaine politique, a compliqué la guerre froide. La persistance de certaines puissances à appliquer un colonialisme d'une époque révolue a exercé une influence rétrograde sur l'Organisation des Nations Unies et a sérieusement porté atteinte à son prestige et à son autorité. Il en a été ainsi parce que ces puissances donnaient un exemple d'inobservation des résolutions des Nations Unies sur la libre détermination et les droits de l'homme, résolution dont elles réclamaient l'application, en d'autres cas, ou pis encore, parce qu'elles usaient de leur influence pour empêcher l'adoption de telles résolutions, pourtant fondées sur la Charte des Nations Unies. La politique colonialiste n'a pas exercé une influence heureuse sur l'Organisation des Nations Unies et sur son prestige. Nous en avons vu de nombreux exemples dont certains nous touchaient même directement, mais d'une façon générale la question algérienne peut être citée comme un cas d'espèce.

12. Lorsqu'à la dixième session de l'Assemblée générale, en 1955, la question algérienne a été portée pour la première fois devant les Nations Unies, l'Assemblée, influencée par les courants d'opinions qui dominaient à l'époque, a décidé [548ème séance] de ne pas l'examiner. La question a donc été laissée de côté. Ainsi, les Nations Unies n'ont pas adopté une résolution tendant à régler cette question d'une façon pacifique, à une époque où un tel règlement aurait cependant été beaucoup plus facile à obtenir. Le résultat regrettable de cette attitude a été que les effusions de sang ont continué et que la situation s'est aggravée. Il en a été de même aux sessions suivantes.

13. La force des événements qui prenaient de plus en plus la voie de la violence dans une situation en aggravation rapide a déterminé leur développement sans que les Nations Unies eussent pris une initiative constructive pour aplanir les divergences et apporter une contribution utile au règlement de la question sur la base de la Charte. Cette attitude pouvait à l'époque paraître souhaitable à ceux qui préféraient que l'Organisation des Nations Unies fût inactive, mais il est évident maintenant qu'elle n'a servi les intérêts ni du peuple français, ni du peuple algérien, ni de l'Orga-

nisation elle-même et de la paix mondiale. En 1959, bien que le président de Gaulle, pratiquant une politique plus réaliste et plus perspicace, eût admis le principe de l'autodétermination pour l'Algérie, les Nations Unies ont toujours été incapables de se prononcer en faveur de ce principe conformément à leur charte, ou d'adopter une résolution sur une question d'une telle importance pour la paix mondiale. De ce fait, l'Organisation des Nations Unies a été reléguée au rôle d'une arrière-garde, au lieu d'être, comme ses fondateurs l'avaient voulu, une avant-garde qui, par une action en temps opportun, devance les crises et prévient les difficultés. Pareille incapacité d'agir conformément aux principes fondamentaux de la Charte dans un cas d'une importance aussi capitale ne pouvait pas faire honneur à l'Organisation ni rehausser son prestige.

14. Toutefois, à la suite de l'entrée de nouveaux Membres, un esprit de respect pour les principes de l'Organisation des Nations Unies s'est fait sentir, une nouvelle atmosphère s'est créée. A la quinzième session, pour la première fois, a été adoptée une résolution [1573 (XV)] sur la question algérienne, sur le fond de la question. Bien que la situation continue à s'aggraver, il y a maintenant des signes prometteurs qui annoncent la reprise prochaine de nouvelles négociations. Nous espérons sincèrement qu'elles se dérouleront dans un esprit de compréhension mutuelle qui permettra de rétablir la paix fondée sur la liberté, l'égalité et la coopération entre les deux nations intéressées et d'instituer une nouvelle ère d'association étroite et amicale entre la France et l'Algérie.

15. Je me suis étendu assez longuement sur le cas de l'Algérie, en le considérant comme un exemple des écueils auxquels les Nations Unies se sont heurtées à cause de l'esprit de colonialisme et, par conséquent, comme une preuve de la nécessité de sa suppression. Il y a eu bien d'autres cas d'écueils de ce genre. Toutefois, il faut maintenir et consolider avec soin l'autorité et le prestige de l'Organisation des Nations Unies et il faut favoriser son développement normal, car elle représente aujourd'hui le seul moyen existant d'atteindre la compréhension internationale et la paix et le seul espoir de l'humanité à un moment où son existence même est en jeu. La liquidation définitive du colonialisme renforcera l'Organisation de nombreuses façons, notamment en rendant les puissances occidentales plus libres dans leur politique, ce qui fortifiera et élargira le front commun de lutte pour la liberté et les droits de l'homme, fondements de la paix.

16. La Déclaration de l'an dernier sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a constitué un important pas en avant vers l'indépendance de tous les peuples, mais il est nécessaire de prendre des mesures pour en assurer l'application rapide. Ma délégation est heureuse de constater que, depuis l'adoption de la Déclaration sur le colonialisme, le Sierra Leone a acquis l'indépendance et est devenu Membre de l'Organisation des Nations Unies. Nous nous préparons à accueillir ici le Tanganyika et, peu de temps après, le Samoa-Occidental, qui seront de nouveaux États indépendants. Le fait que ces pays ont acquis leur indépendance par des moyens pacifiques est à l'honneur de la puissance administrante intéressée qui a appliqué une politique réaliste avisée et conforme à la Déclaration. Cependant, il reste encore plusieurs millions d'hommes, environ 70 millions, sous une domination coloniale dans différents territoires. Dans certains de ces territoires, le

progrès vers l'indépendance semble particulièrement lent; dans d'autres, il est à peu près nul.

17. Nous sommes profondément préoccupés et affligés par la situation tragique en Angola, où les victimes de la répression et de la lutte pour la libération se chiffrent par milliers. Le déni de liberté et la violation des droits de l'homme en Angola sont un sujet de préoccupation générale tant au sein de l'Organisation qu'au dehors; on ne peut fermer les yeux devant cette situation sous le prétexte que la question relèverait de la compétence nationale d'un Etat. L'argument selon lequel l'Angola ferait partie intégrante de la métropole portugaise n'est qu'une fiction juridique dont le but est d'esquiver les dispositions de la Charte. La réalité présente parle d'elle-même et prouve que le peuple de l'Angola est un peuple colonial asservi auquel sont refusés les libertés et les droits fondamentaux de l'homme. En outre, il faut souligner que, dans tous les cas de violation massive des droits de l'homme, l'argument de la compétence nationale est sans valeur. Ma délégation est d'avis, comme nous l'avons déjà dit en une autre occasion, que les Nations Unies peuvent et doivent pouvoir, en vertu de la Charte, intervenir dans tous les cas et dans n'importe quelle partie du monde où les droits de l'homme sont violés et s'efforcer de faire opérer les redressements nécessaires dans l'intérêt de la paix, car il ne peut y avoir de paix là où les libertés et les droits fondamentaux de l'homme sont violés et où la volonté du peuple est orientée vers la rébellion, que la rébellion soit latente ou ouverte.

18. Dans certains territoires d'Afrique australe, où des colonies de blancs vivent au milieu d'une population de couleur, la situation du point de vue du respect des droits de l'homme et de la représentation politique est toujours loin d'être satisfaisante. Le tableau général qu'offre le monde colonial montre que des mesures urgentes doivent être prises pour l'application de la Déclaration adoptée l'an dernier, afin que ses dispositions soient traduites dans la réalité.

19. C'est pourquoi ma délégation a présenté, en commun avec 37 autres délégations, un projet de résolution [A/L.366 et Add.1 à 3]. Il est proposé dans ce projet de résolution de créer un comité spécial chargé d'étudier l'application de la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV) et de faire rapport à l'Assemblée générale à sa dix-septième session; cela devrait constituer un pas utile et constructif vers l'application de la Déclaration. Nous espérons que la plupart des membres de l'Assemblée approuveront ce projet de résolution.

20. Il est également important de protéger les nouveaux Etats de toute atteinte à leur indépendance, que ce soit sous la forme d'un néo-colonialisme ou sous toute autre forme; à cet égard, la question proposée l'an dernier par les Etats-Unis sous le titre "Afrique: programme des Nations Unies pour l'indépendance et le développement"^{1/} avait pour but d'aider les nouveaux Etats, qui étaient alors au nombre de 16, à éviter une ingérence étrangère dans leur progression vers l'indépendance.

21. Je voudrais dire maintenant quelques mots au sujet des deux projets de résolution concernant la question de l'Irian occidental ou Nouvelle-Guinée occidentale.

22. En ce qui concerne le projet de résolution des Pays-Bas [A/L.354] nous estimons devoir exprimer notre appréciation des bonnes intentions manifestées par les Pays-Bas dans leur façon d'envisager la question, ainsi qu'en témoigne l'offre de transférer la souveraineté à la population du Territoire de Nouvelle-Guinée occidentale, ou Irian occidental, et de le placer sous l'administration de l'Organisation des Nations Unies en vue de l'application du principe de l'autodétermination, conformément à la Charte et à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Nous apprécions également le respect évident dont témoignent les Pays-Bas à l'égard de l'Organisation des Nations Unies et de la Déclaration sur le colonialisme, en se conformant à l'esprit des temps modernes. Si pareille attitude était adoptée par d'autres puissances coloniales ou dans d'autres territoires, la liquidation du colonialisme ne poserait aucun problème.

23. Dans ce cas particulier, cependant, d'autres considérations importantes doivent également être retenues. L'intégrité de l'Indonésie en tant qu'entité nationale unique, comprenant la Nouvelle-Guinée occidentale, a été reconnue et traitée comme telle par le Gouvernement néerlandais durant toute la période de la souveraineté des Pays-Bas et de leur occupation de l'ensemble du territoire.

24. D'autre part, il faut tenir compte du fait que la population de l'Irian occidental n'est pas en mesure, pour le moment, et ne le sera pas avant longtemps, de s'administrer elle-même, et il faut envisager aussi s'il est possible ou pratique que l'Organisation des Nations Unies entreprenne d'exercer une sorte de tutelle directe sur la Nouvelle-Guinée occidentale pendant ce temps.

25. Tout cela devra être examiné et il faudra l'examiner en tenant compte du fait que l'intégrité d'une nation, si c'est une seule nation, un seul pays, ne doit pas être détruite par une autodétermination pareille appliquée à une petite partie de cette nation. Par conséquent, tout cela devra être examiné et nous réservons, pour le moment, notre attitude.

26. Le projet de résolution de l'Inde [A/L.367 et Add.1] a le mérite de laisser s'écouler un nouveau délai d'un an avant que l'on s'engage dans un sens ou dans un autre, ce qui permet de nouvelles négociations et de nouveaux arrangements entre les Pays-Bas et l'Indonésie dans l'espoir d'un accord sur une solution satisfaisante pour les deux parties, sauvegardant leurs intérêts ainsi que ceux de la population de la Nouvelle-Guinée occidentale ou Irian occidental.

27. Le fait est significatif que le Gouvernement néerlandais lui-même a reconnu, dans la charte de transfert de la souveraineté^{2/} qui a déclaré l'Indonésie indépendante, que le sort de l'Irian occidental intéressait directement l'Indonésie et devrait être débattu et résolu par des négociations entre les deux parties, ainsi que le prévoyait la charte de transfert. Par cette disposition de la charte de transfert, deux points étaient admis. Le premier point résulte du fait même que dans la charte de transfert de la souveraineté qui a déclaré l'Indonésie indépendante on a jugé nécessaire de faire une réserve pour ce qui est de l'Irian occidental, ce qui implique que l'Irian occidental était considéré comme faisant partie de l'Indonésie, puisqu'il était nécessaire de faire cette réserve dans

^{1/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session, Annexes, point 38 de l'ordre du jour, document A/4515 et Add.1.

^{2/} Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 69 (1950), I, No 894, p. 207.

la charte de transfert. S'il s'était agi d'une partie d'un autre pays, il n'y aurait eu aucune nécessité de faire une réserve.

28. Le deuxième point est que la nécessité de négociations entre les Pays-Bas et l'Indonésie au sujet de l'avenir de l'Irian occidental est admise par cette disposition même de la charte de transfert. En conséquence, il semble qu'un nouveau délai d'un an, ou d'une autre durée — je ne sais pas s'il est question d'un an, ou d'un délai plus court ou plus long —, durant lequel des négociations se dérouleraient entre les deux parties, serait conforme aux intentions premières des Pays-Bas et utile aux deux parties en permettant d'arriver à une solution par voie d'accord quant au sort futur de l'Irian occidental. Si les deux parties n'arrivent pas à un accord, nous pourrions réexaminer la question. Mais pourquoi ne pas leur donner une chance de s'entendre? Pourquoi ne pas leur offrir la possibilité de se réunir?

29. Cela est conforme aux principes de l'Organisation des Nations Unies et il me semble que ce dernier projet de résolution pourrait être utile. Néanmoins, nous ne voulons pas nous engager. Nous devons examiner la question plus avant et nous nous réservons le droit de présenter de nouvelles observations sur les deux projets de résolution.

30. Un autre point que je mentionnerai au sujet de la liquidation du colonialisme est que ma délégation n'est pas d'avis que l'année 1970 ou toute autre date soit fixée comme terme pour la décolonisation définitive. Cette proposition paraît manquer au plus haut degré de sens pratique, si l'on tient compte de la marche rapide des événements à notre époque. En cet âge de la technologie et de la vitesse, toute date fixée d'avance aurait pour effet de retarder plutôt que d'accélérer le processus de décolonisation. La décolonisation doit être immédiate et continue dans chaque territoire. Elle aurait dû commencer aussitôt adoptée la résolution 1514 (XV) et elle devrait se poursuivre dans chaque territoire avec célérité, en tenant compte des conditions propres à chaque territoire et en progressant méthodiquement vers l'indépendance. La fixation de dates à l'avance constituerait donc un obstacle à la réalisation de l'objectif même d'une rapide décolonisation.

31. Nous avons atteint une époque où la liquidation définitive du colonialisme amorcera un vaste mouvement en avant vers l'abandon de toutes les notions de domination par la force dans les conflits d'intérêts ou d'idéologies et ouvrira la voie à une paix durable. La liquidation définitive du colonialisme est une nécessité préalable à tout mouvement vers la liberté et la paix. En effet, aussi longtemps que subsistera l'esprit de domination par la force et qu'il sera sanctionné par le colonialisme, cet esprit entraînera inévitablement dans son sillage la méfiance et la suspicion, contrecarrant tous les efforts vers la réalisation d'un monde pacifique. En considérant la question dans ce sens plus large, on peut dire qu'il est de l'intérêt de toute l'humanité que le colonialisme soit liquidé au plus vite.

32. Nous adressons un appel aux Etats administrants, aux termes de notre projet de résolution [A/L.366 et Add.1 à 3], en leur demandant leur coopération sincère pour une prompt liquidation du colonialisme dans l'ordre et le calme, en substituant l'égalité et l'amitié aux antagonismes et aux luttes entre ceux qui dominent et ceux qui sont asservis. Alors seulement

pourrions-nous envisager avec espoir un avenir de nouvelles réalisations humaines dans un univers de paix fondée sur la liberté.

33. M. SYLLA (Madagascar): Prenant pour la première fois la parole à cette tribune, je me permets, Monsieur le Président, de vous réitérer les félicitations que le Gouvernement de la République malgache vous a précédemment adressées à l'occasion de votre élection à l'unanimité à la présidence de l'Assemblée générale à sa seizième session. Nous en avons été doublement heureux, d'une part, parce que, membre de la grande famille africaine, nous avons ressenti tout l'honneur qui, de ce fait, rejaillissait sur notre continent, d'autre part, parce que vous avez été, pour notre pays, un fidèle et précieux ami.

34. Il m'est agréable d'exprimer au Secrétaire général nos plus chaleureuses félicitations. Sa nomination à la tête de notre organisation contribuera à maintenir haut et ferme son prestige. Mon gouvernement est persuadé que le Secrétaire général apportera dans ses fonctions la même foi, le même enthousiasme et la même compétence que son éminent prédécesseur, Dag Hammarskjöld, devant la mémoire duquel, une fois de plus, mon gouvernement s'incline avec respect et tristesse.

35. Ma délégation, comme celles des 26 autres Etats africains, a estimé nécessaire de grouper en un seul débat les deux questions inscrites à l'ordre du jour de notre session: l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et l'assistance à l'Afrique. Elle considère que ces deux questions sont inséparables. Nous ne concevons pas que l'indépendance puisse signifier l'anarchie et la misère, et les récents événements qui se sont produits dans un pays qui nous est particulièrement cher — je veux parler du Congo (Léopoldville) — nous en apportent, s'il en est besoin, une nouvelle confirmation.

36. Ce point de vue est, du reste, partagé par tous les Etats qui, réunis du 6 au 12 septembre 1961 à Tananarive, ont formé cette union d'Etats pacifiques, résolus à conjuguer leurs efforts pour un monde meilleur et qui s'appelle l'Union africaine et malgache. Abordant ce chapitre primordial de l'indépendance, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine et malgache ont adopté à l'unanimité la déclaration suivante:

"Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UAM sont conscients du fait que voici. C'est l'existence de pays sous-développés, c'est-à-dire l'inégalité entre les peuples — inégalité organisée — qui a provoqué les deux guerres mondiales en excitant l'appétit des grandes puissances. Ils sont également conscients du fait que ce sont, en même temps, les lenteurs de la décolonisation et la faiblesse des Etats décolonisés qui entretiennent la guerre froide. Deux séries de mesures s'imposent: accélérer le processus de décolonisation, aider les pays décolonisés à se développer.

"L'Organisation des Nations Unies doit accélérer le processus de décolonisation en usant de tous ses moyens pour faire appliquer la Déclaration sur l'indépendance des pays et des peuples coloniaux votée à la XVème Assemblée générale.

"Comment? En examinant chaque cas particulier pour préconiser des solutions efficaces. Nous distinguerons, dans ce domaine, les puissances qui

décolonisent efficacement et celles qui s'y refusent: essentiellement la France et l'Angleterre, d'une part, le Portugal, l'Afrique du Sud et les autres, d'autre part. On signalera que l'Asie est loin d'être décolonisée.

"Mais il ne suffit pas de décoloniser. Pour que la décolonisation atteigne son but, encore faut-il que les régimes des pays indépendants soient démocratisés."

37. L'on constatera que, dans ce raccourci saisissant, les problèmes de la décolonisation et ceux de la nécessité de l'assistance aux pays colonisés sont posés en termes nets et précis.

38. J'aimerais développer en quelques mots la doctrine du Gouvernement malgache sur ces deux points. Je parlerai d'abord des problèmes de l'assistance; les pays et peuples dépendants doivent être préparés à la souveraineté interne et externe. Sur ce point, notre doctrine n'a pas changé depuis que, le 13 novembre 1959, le Président de la République malgache a eu l'honneur de la développer^{3/} devant la Deuxième Commission.

39. Etudiant les problèmes du sous-développement, le président Tsiranana a exposé certaines des raisons qui ont accentué celui-ci au cours des 10 dernières années: une exceptionnelle expansion démographique, l'augmentation de l'écart entre le niveau de vie dans le monde sous-développé et celui des pays industriels. Cette inégalité se traduit par une certaine prise de conscience, par les pays insuffisamment développés, de leur situation par rapport au reste du monde.

40. Seule une aide financière judicieusement répartie peut abréger le temps que nécessite l'ascension des pays sous-développés vers une situation économique normale. Mais, comme l'a fait remarquer notre président, cette aide financière doit être humanisée en ce sens qu'on ne doit lui imposer ni des objectifs limités ni des conditions paralysantes. L'ère du paternalisme est révolue tout comme, précédemment, celle du despotisme éclairé. Il n'est plus temps de chercher à faire le bonheur et la prospérité des peuples malgré eux ou sans eux.

41. Je pense que ces quelques considérations ne devront jamais être perdues de vue par les Etats qui, si généreusement, apportent aux pays sous-développés de l'Afrique et de Madagascar une aide que l'Assemblée générale a caractérisée comme étant un sursaut de la conscience universelle. C'est aussi un acte intelligent susceptible d'éliminer l'une des causes qui empêchent la fraternité d'être la loi suprême de notre monde.

42. Il a été beaucoup question ici de la différenciation que certains tentent de faire entre l'aide bilatérale et l'aide internationale ou multilatérale. J'estime, pour ma part, que c'est là un faux problème. Si, en effet, l'aide internationale multilatérale présente d'incontestables avantages, touchant notamment à la sauvegarde de la dignité et de l'indépendance nationales, il nous faut bien reconnaître que le volume de cette aide est loin de correspondre à l'importance des buts qu'elle s'est assignés. Or, les besoins des pays sous-développés sont urgents. Seule l'aide bilatérale leur permet actuellement d'accélérer leur promotion dans tous les domaines dans la mesure où, accordée avec désintéressement et générosité, elle ne s'ac-

compagne d'aucune exigence politique, d'aucune forme de servitude.

43. On a beaucoup parlé, au sein de notre assemblée et dans les commissions spécialisées, des liens économiques existant actuellement entre certains Etats européens et les Etats africains et malgache qui ont demandé d'être membres associés. Je veux parler ici du Marché commun au sujet duquel bien des affirmations contraires à la vérité ont été lancées du haut de cette tribune.

44. L'association de mon pays avec cet organisme ne comporte absolument aucun lien de caractère politique. Les obligations contractuelles de l'une et de l'autre partie sont clairement énoncées. Il est notamment précisé qu'aucune limitation ne peut être apportée à la création ou à l'expansion de nouvelles industries dans mon pays.

45. En ce qui concerne les accords bilatéraux d'assistance avec la France, mon gouvernement estime qu'ils sont des éléments primordiaux de notre développement. Certes, des critiques ont été maintes fois entendues selon lesquelles certaines grandes puissances "lâchaient, dans le vide de l'indépendance, leurs anciennes colonies après leur avoir permis d'accéder à l'indépendance". Cela n'a pas été notre cas, et je tiens à le proclamer bien haut. Cela appartient au passé; mais, en ce qui concerne l'avenir, dans les accords bilatéraux que nous recherchons, il ne pourra jamais être question d'aliéner notre souveraineté.

46. Sur ce point précis, nous avons une doctrine: c'est d'engager les nations qui ont encore des pays dépendant d'eux à octroyer à ces derniers l'indépendance dans les meilleurs délais par l'autodétermination de leurs peuples et à se faire un devoir d'adopter, parallèlement, les réformes appropriées, en particulier des mesures économiques, afin que cette indépendance s'épanouisse dans un climat de prospérité, de concorde et de paix.

47. J'ai dit tout à l'heure que l'aide économique et financière devait être judicieusement répartie. Elle doit porter sur des travaux et des investissements sélectionnés, non pas en raison de leur caractère spectaculaire, mais surtout parce qu'ils peuvent contribuer au bonheur et au progrès de l'homme, ce qui, en définitive, devrait être notre premier souci. Le président Tsiranana s'est expliqué longuement à ce sujet quand il a précisé qu'il était nécessaire de consacrer une grande partie de l'aide financière à des investissements "au ras du sol".

48. J'en viens maintenant à la question de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui fait l'objet du point 88 de notre ordre du jour. La base de la doctrine de mon gouvernement est l'autodétermination. Nous estimons que ce n'est pas à d'autres pays, ni même à notre organisation, de fixer le destin des peuples dépendants. C'est à ces peuples — et à eux seuls — qu'il appartient de dire clairement, lorsque le moment est venu, quel est le sort qu'ils entendent librement choisir. J'estime qu'en la matière le devoir de notre organisation est de veiller à ce que l'expression de la volonté populaire soit sincère et que le choix ne soit entaché d'aucune pression extérieure.

49. Dans notre esprit, les mesures destinées à donner force à la Déclaration sur l'octroi de l'indé-

^{3/} Documents officiels de l'Assemblée générale, quatorzième session, Deuxième Commission, 620ème séance.

pendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)] sont les suivantes:

1) Prise rapide de mesures administratives et politiques tendant à associer les populations à l'administration de leurs pays et à constituer les cadres administratifs et politiques nécessaires;

2) Déclaration formelle des grandes puissances qui doivent s'engager à respecter le libre choix des populations;

3) Orientation de l'économie de ces peuples de façon à leur donner une aisance économique lorsqu'ils auront atteint l'indépendance politique;

4) Mise en œuvre de l'autodétermination par une consultation sincère, avec, en cas de besoin, l'assistance de notre organisation.

Telles sont les grandes lignes des mesures qui, d'après mon gouvernement, doivent constituer la mise en œuvre de la Déclaration.

50. Dans la ligne de ces mesures, il apparaît immédiatement que certains des Etats colonisateurs, et en premier lieu le Portugal, doivent modifier l'orientation de leur politique. Au lieu d'une assimilation, qui n'est qu'une vue utopique de l'esprit, ce pays doit résolument regarder la réalité en face. Il y a une âme africaine, une âme malgache, comme il y a une âme angolaise, une âme particulière à l'Africain du Mozambique. Je répète qu'il n'est pas réaliste de persister à vouloir orienter l'administration de ces territoires en vue d'une intégration irréalisable en fait et dangereuse dans la pratique.

51. C'est dans ce sens que mon pays voudrait voir s'infléchir la ligne de l'action coloniale du Portugal, si ce pays veut se conformer aux principes solennellement posés dans la Déclaration.

52. En ce qui concerne l'Afrique du Sud, est-il besoin de déclarer avec force que mon pays désapprouve entièrement la politique de ségrégation raciale, d'apartheid, telle qu'elle a été définie récemment à la tribune de notre assemblée par le délégué de l'Afrique du Sud [1033ème séance]. On croit rêver quand on entend défendre, à la tribune de notre organisation, une politique dont le seul but est de dénier tous droits politiques et, en fait, toute dignité morale à 9 millions d'Africains soumis à la dure loi de la suprématie d'une minorité blanche. Il est évident que de telles conceptions violent les principes les plus sacrés énoncés dans la Charte des Nations Unies et portent gravement atteinte à la dignité de l'homme.

53. Les derniers territoires encore sous mandat ou sous tutelle doivent faire l'objet d'une préparation intensive dans la ligne que nous avons définie plus haut, de façon qu'ils se trouvent dotés d'institutions qui leur soient propres et que l'on puisse procéder à l'autodétermination, qui doit demeurer l'assise fondamentale de la décolonisation.

54. Il existe des cas particuliers dont la solution ne semble pas être aussi simple que les intéressés veulent bien le dire. Je fais allusion ici au problème de la Nouvelle-Guinée occidentale et à celui des autres territoires pour lesquels aucune annonce officielle d'accession à l'indépendance n'a encore été faite. Pour tous ces problèmes, les solutions doivent être étudiées par mon gouvernement, en liaison avec les Etats de l'Union africaine et malgache et, ce qui serait infiniment souhaitable, au sein d'un groupement plus vaste, tel que celui des participants à la Conférence de

Monrovia^{4/}, ou le groupe africain dans son ensemble. Je le répète avec force, c'est aux peuples intéressés, et à eux seuls, qu'il appartient de choisir leur destin. C'est là la pierre angulaire de la politique de mon gouvernement: l'autodétermination.

55. Nous voici au terme de ces débats, au cours desquels tant d'éminents orateurs, rivaillant de générosité, ont étudié les moyens les meilleurs pour une rapide éradication du colonialisme.

56. Mon gouvernement est prêt à appuyer tous projets de résolution tendant à la mise en œuvre de la Déclaration et à voter en leur faveur. Il estime souhaitable pour cela d'avoir la collaboration des grandes puissances ayant encore la responsabilité de territoires et de peuples dépendants. Sans cette collaboration, nos résolutions risquent de conserver un caractère tout théorique ou de ne représenter que des phases de la guerre froide.

57. Si, comme je le crois fermement, la grande majorité des peuples dépendants choisit l'indépendance, la puissance administrante doit continuer à leur apporter son appui et, par ailleurs, notre organisation et les organismes internationaux doivent sans délai se pencher sur leur sort en vue de leur apporter une aide immédiate et suffisante.

58. J'ai la ferme conviction que c'est dans ces directions que l'ONU doit s'orienter pour mettre en œuvre les principes généraux qu'elle a posés dans la Charte et pour répondre à l'immense espoir que ces principes ont suscité dans le monde.

59. M. BENHIMA (Maroc): Je me souviens qu'à son retour d'exil S. M. Mohammed V, s'adressant pour la première fois au peuple marocain, a recommandé avec une émotion particulière que tout son peuple, s'il ne parvenait pas à oublier les souffrances qu'il avait endurées, fît un effort pour pardonner à ceux qui les leur avaient fait subir. Il a exhorté la nation à ne pas se préoccuper d'un passé qui pouvait sans doute lui inspirer de la rancune, mais à tendre toute son énergie vers un avenir qui réclamait d'elle plus d'efforts que le passé, qui comportait plus d'obstacles pénibles à franchir et qui ne pouvait être construit sainement que dans la concorde nationale et la coopération avec tout le monde, y compris l'ancien colonisateur. Le roi lui-même a été le premier à tendre la main du pardon à ceux qui, au Maroc ou ailleurs, avaient été les responsables de son exil et du drame qui s'en était suivi. C'est avec une particulière satisfaction que nous avons constaté que c'était là non seulement un geste politique d'une grande sagesse, mais la manifestation d'une conception philosophique d'une profonde justesse et d'une haute élévation de pensée. C'est d'ailleurs l'attitude qu'ont eue, avant ou après lui, tous ceux qui ont eu la lourde charge de diriger la lutte douloureuse de leurs peuples pour leur libération, à l'époque où la liberté était arrachée à l'occupant par le sang, les larmes et les souffrances dans les prisons. Je voudrais me référer notamment à l'exemple de Jawaharlal Nehru, de Sukarno, de Bourguiba, de N'Krumah, qui sera certainement suivi demain par Ben Bella, Ben Keddah et leurs amis.

60. C'est forte de cet enseignement et animée de cet esprit que la délégation du Maroc participe au débat sur le colonialisme, en essayant d'apporter sa contribution à la recherche des moyens appropriés

^{4/} Conférence des Etats indépendants d'Afrique, réunie du 4 au 8 août 1959.

pour accélérer le phénomène de décolonisation et en excluant tout esprit de rancune contre qui que ce soit, quelle que puisse être, pourtant, la légitimité de ce sentiment.

61. Nous avons écouté parfois, non sans une certaine surprise, des interventions qui accusaient légèrement les voix anticolonialistes de se livrer à l'expression d'un refoulement de haine ou de rancune, comme s'il était plus décent d'être un ancien colonisateur qu'un ancien colonisé. Sans vouloir faire ici le procès du colonialisme, il faut convenir cependant que ce phénomène, qui a marqué l'histoire des trois derniers siècles, ne peut être passé sous silence par simple pudeur, alors qu'aujourd'hui ceux-là mêmes qui en ont fait l'expérience se trouvent placés devant la nécessité historique de le dénoncer tel qu'il a été, et non pas tel que l'ont décrit ceux qui l'ont pratiqué.

62. Nous voulons que nos interventions soient considérées non point comme des plaidoiries, mais comme des témoignages authentiques, qui n'ont pu être apportés quand la loi du silence nous était imposée, témoignages que nous devons honnêtement verser au dossier de l'histoire pour l'honneur de ceux qui ont consacré leur vie à la liberté et par amour des générations à venir, auxquelles nous voulons à tout prix épargner ce calvaire. D'autre part, nous pensons honnêtement que, la liberté ayant rendu le dialogue possible entre colonisateurs et colonisés, la confrontation pourrait entraîner la disparition de tous les complexes et ouvrir la voie à une collaboration loyale et fructueuse. Il ne tient d'ailleurs qu'à ceux qui nous accusent que ce sujet de discussion disparaisse. Le débat auquel nous procédons actuellement devrait, à notre sens, exaucer ce vœu, si la sincérité est égale chez tous ceux qu'il concerne.

63. Il serait bien difficile de nous opposer la preuve d'une mauvaise volonté quelconque en ce qui concerne cette attitude d'oubli et cet esprit de coopération. Il serait encore plus difficile de nous citer le nom des dirigeants de peuples anciennement colonisés qui n'aient pas fait preuve du courage nécessaire pour tourner une page sur le passé et pour manifester à toute occasion leur désir réel de coopérer loyalement et de faire un apport positif, au sein de la communauté internationale, par esprit d'émulation, à la marche du progrès de leurs peuples et de l'humanité tout entière.

64. Mais force nous est de constater malheureusement que les pays colonialistes ne se sont dépouillés, ni tous ni complètement, de leurs préjugés et continuent à se manifester, en dépit de tous les courants, de toutes les évolutions et de tous les appels, dans leur position anachronique. Depuis des années déjà, tout le monde parle de la fin du colonialisme et de sa liquidation. Il suffit malheureusement de regarder la carte de certains continents pour constater que certaines puissances impérialistes qui s'y étaient établies par la conquête y sont toujours et s'efforcent d'y rester par les moyens mêmes qu'elles avaient utilisés les premiers jours de leur installation. Il suffit aussi d'examiner la liste des pays colonialistes pour y trouver les noms de toutes les puissances qui sont traditionnellement des pays à empire. Aucun nom n'y manque. Alors pourquoi parler de la fin du colonialisme? Pourquoi parler généreusement de la modification des valeurs et de la transformation des mentalités?

65. Nous craignons de nous laisser tout simplement séduire par un dialogue dans lequel les colonisateurs

parlent le même langage que ceux qui veulent se libérer et que l'intention des uns, en tenant ce langage, ne soit pas exactement la même que celle des autres.

66. Bien sûr, le climat politique, depuis quelques années, a changé à tel point qu'un comportement colonialiste intégral est devenu impossible. Mais le changement de langage, s'il a donné aux pays colonisateurs la bonne conscience d'un changement, ne s'est pas toujours traduit, pour les peuples colonisés, par un changement réel.

67. La Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)], qui a été adoptée en 1960, ne traduit pas la réalité: un an après l'adoption de cette résolution, nous sommes encore en présence de guerres d'extermination, de manifestations de racisme, de manœuvres diplomatiques sans scrupules entreprises par beaucoup de puissances qui n'ont pourtant pas voté contre cette résolution, l'année dernière.

68. Il est par ailleurs indispensable d'éclaircir un point qui risque de devenir, si ce n'est déjà fait, une source d'erreurs historiques qui obscurciraient l'origine et la portée de cet événement.

69. Les idées qui font la valeur de la Déclaration ne sont pas nées telles quelles d'une initiative des auteurs de cette déclaration ni des interventions de tous ceux qui étaient venus la commenter à cette tribune. Pendant qu'un voile de pudeur était encore jeté sur la réalité des empires coloniaux, il s'était toujours trouvé, heureusement, des gouvernements ou des peuples pour dénoncer les tragédies du colonialisme. Il y a des chefs d'Etat, des hommes politiques, de grands penseurs, dont la vie a été consacrée à la défense de la liberté partout où une atteinte lui était portée. Mais, au cours de la dernière guerre et au lendemain de la victoire sur les pays totalitaires, la valeur de la liberté a été telle que certaines consciences ont été troublées dans les rangs mêmes des colonialistes.

70. Parallèlement à l'éclosion de ces sentiments, les peuples subjugués ont pris une conscience si nette du caractère impératif de leur combat que l'aspiration à la liberté s'est manifestée de façon éclatante et que la lutte est devenue inévitable. Le cauchemar du fascisme avait réellement libéré l'homme, et la contagion de la liberté a été spontanée. Quelques pays ont bénéficié de la conjoncture internationale grâce à leur propre situation ou à celle du pays qui les dominait et ont accédé à une forme de souveraineté qui leur a permis de venir grossir les rangs de ceux qui luttent pour faire accorder une plus grande liberté aux peuples soumis à la domination étrangère. Les voix du Pakistan, de l'Irak, du Liban, de l'Indonésie, de l'Egypte et de l'Inde ont constamment dénoncé le colonialisme et tous ces pays ont apporté leur soutien aux mouvements de libération dans les pays d'Afrique et d'Asie. Cette solidarité a eu des échos qui ont retenti à travers tous les continents, et les élans encore timides de quelques mouvements de libération s'en sont trouvés fortement consolidés.

71. Une série de rencontres entre ces Etats ont donné lieu à une organisation plus efficace de ce soutien et de cette solidarité. Les conséquences de cette action ont été telles que la suprématie des puissances impérialistes a subi des secousses qui ont conduit certaines d'entre elles à réviser leurs attitudes et à modifier les structures de leur empire. Un mot qui

a connu depuis un grand succès pourrait, à notre avis, résumer l'esprit dans lequel ce nouveau comportement s'est effectué. On a dit en effet, à propos du colonialisme anglais, que, lorsque l'Angleterre octroie l'indépendance à un Etat de son ancien empire, les Anglais s'en vont mais l'Angleterre reste.

72. Ce n'est pas là seulement une boutade. Cette formule exprime à notre avis une réalité propre à une première étape de la décolonisation. Le sens de l'expression a été favorablement accueilli par certains pays anciennement colonisés qui ont très sincèrement espéré et cru en une collaboration loyale entre les deux pays qui modifierait leurs anciens rapports. Nous avons tous connu cette étape au cours de laquelle nous avons voulu voir se retirer le colonisateur et maintenir une place privilégiée aux pays anciennement dominants, dans un esprit de collaboration loyale.

73. C'est cet esprit peut-être qui a fait la force du Commonwealth et qui a donné en quelque sorte et paradoxalement un certain prestige au colonialisme britannique. Le génie de ce colonialisme a été souvent donné en exemple à d'autres pays, mais malheureusement le Royaume-Uni ne l'a pas appliqué partout, et ceux qui ont voulu en fin de compte l'appliquer à leur propre cas l'ont complètement dénaturé, de sorte que cette étape s'est révélée aussi dangereuse pour l'avenir des pays en voie d'émancipation que le maintien pur et simple du colonialisme classique.

74. On pourrait dire que les premières manifestations du néo-colonialisme sont apparues dans l'application de l'esprit dénaturé de cette boutade. Je voudrais pouvoir prendre comme exemple l'évolution du colonialisme français, non pas pour des raisons subjectives particulières, mais peut-être à cause d'une connaissance plus large que l'expérience nous a permis d'en acquérir.

75. Le Gouvernement provisoire de la France libre avait été sans doute frappé, à Londres, par les conceptions, la souplesse et le sens d'adaptation du colonialisme britannique. D'autre part, le rôle joué par l'Empire français dans la continuation de la guerre et la conception libérale que je crois personnellement être celle du général de Gaulle avaient permis de dégager, à la Conférence de Brazzaville, en janvier 1944, les principes et les bases de rapports nouveaux entre la France et les pays qui constituaient son empire. Le concept de l'Union française aurait peut-être pu être autre chose qu'un euphémisme substitué à l'expression démodée d'empire. Mais toutes les subtilités juridiques mises en œuvre pour modifier les lois de ce nouveau régime ont incontestablement altéré les bonnes intentions de ses promoteurs et l'on s'est trouvé en réalité en présence d'une simple version nouvelle de l'empire colonial. La manœuvre a été si claire et si transparente que, quelques mois à peine après la Conférence de Brazzaville, le mouvement d'indépendance marocain a, dans une proclamation solennelle, dénoncé les dangers de cette nouvelle politique et réclamé l'indépendance pure et simple du Maroc. La répression qui s'est abattue sur le mouvement nationaliste a fini par faire apparaître, s'il en était besoin, le caractère fallacieux de ce qu'on a essayé de présenter comme une étape libérale.

76. Je n'ai pas l'intention de me livrer à une analyse approfondie de l'évolution du système colonial à partir de cette période, mais il me semble nécessaire, au moment où nous ressentons encore des craintes devant les manifestations du néo-colonialisme, d'en

dénoncer certains aspects dont le danger risque de demeurer inaperçu grâce à la subtilité avec laquelle il a été déguisé.

77. Le droit colonial n'a pas été modifié uniquement en fonction des éléments traditionnels qui président à l'élaboration d'une loi. Les circonstances politiques et l'évolution du phénomène colonial ont constamment influencé le législateur de cette catégorie de droit. D'ailleurs la rapidité avec laquelle le droit colonial a évolué prouve que, pendant les 20 dernières années, la pression des courants politiques dans les pays en voie d'émancipation a à elle seule infléchi sérieusement son contenu. Tant de lois et de codes ont été abandonnés avant même d'avoir été définitivement élaborés! On est passé du régime de l'Union française à celui des Etats associés, des territoires d'outre-mer à la loi-cadre, à l'autonomie interne et finalement à toutes les variantes du concept de la communauté.

78. Mais, à travers toute cette évolution, un facteur est demeuré constant: la volonté du législateur de maintenir intacts la position et les privilèges de l'Etat colonisateur en cédant pour la forme, mais pour la forme seulement, aux exigences politiques internes ou internationales. La lutte des pays colonisés a été également une lutte sur le plan institutionnel puisque, à cette période de reconsidération des structures coloniales, le néo-colonialisme voulait poser sûrement de nouveaux jalons pour la pérennité de sa présence.

79. Certains peuples ont été plus heureux que d'autres et ont pu se dresser devant ces nouvelles méthodes comme ils s'étaient dressés devant les anciennes. D'autres n'ont pas pu ou n'ont pas voulu prendre garde aux conséquences dangereuses de cette subtilité et sont aujourd'hui en présence de difficultés énormes pour réaliser une indépendance véritable à laquelle ils ont réellement cru et qu'ils veulent sincèrement réaliser.

80. Notre débat a permis à des orateurs de continents différents, de croyances et de formations différentes, d'être largement d'accord sur cette forme de danger que nous voulons dénoncer, sans aucune acrimonie mais avec toute notre volonté d'être lucides. Il se peut que certains pays colonisés retrouvent leur liberté sans connaître les horreurs de la guerre, les souffrances et les tortures des prisons. Nous serons les premiers à nous réjouir que le sacrifice des uns serve à épargner aux autres les inconvénients de la voie étroite et de ses difficultés. Mais il est du devoir de ceux qui ont été contraints à d'autres voies de mettre en garde contre la fausse liberté et la fausse indépendance.

81. Nous avons tout lieu de demeurer sceptiques. Loin de conformer sincèrement son attitude à la volonté des peuples qui réclament la liberté, loin d'appliquer les résolutions auxquelles il donne l'impression de souscrire, le colonialisme ne veut en réalité rien perdre de ses privilèges. Tout au plus essaie-t-il de créer de nouveaux arguments pour créer de nouveaux privilèges et tous ne sont pas du genre que nous avons dénoncés quand nous avons essayé d'analyser l'évolution du droit sur lequel il essaie de baser son action nouvelle. D'autres systèmes ont été utilisés, qui sont plus dangereux que les subtilités juridiques. On se souviendra par exemple de quelle manière une trêve demandée pendant la guerre de Palestine a servi en fin de compte les intérêts des conquérants sionistes sur le point d'être refoulés de la Palestine. Le colo-

nialisme, acculé à quitter le Moyen-Orient, a installé de la sorte un Etat artificiel dont il a fait l'instrument de ses desseins et auquel il essaie aujourd'hui encore de faire chausser ses propres bottes pour sillonner l'Afrique et l'Asie en qualité de gérant des intérêts dont il ne peut plus être lui-même le détenteur direct.

82. Cette forme de colonialisme dont le sionisme a pris la relève a été magistralement analysée et clairement dénoncée à la Conférence de Casablanca^{5/}. L'on sait également qu'une des dernières trouvailles du colonialisme a été la soustraction de certains territoires à certains pays au moment de l'indépendance, soustraction effectuée sous mille prétextes mais dont aucun n'est valable. On a d'abord étendu une souveraineté étrangère sur ces territoires pour en faire ensuite, soi-disant, des Etats indépendants. Il n'est pas suffisant de dénoncer la tricherie juridique qui consiste à écarter le détenteur normal de ces provinces et de ces territoires, le souverain naturel de ces territoires, pour créer de toutes pièces un Etat artificiel et venir ainsi bouleverser les données permanentes du droit international par une simple jonction du droit administratif et du droit constitutionnel interne. Je me suis laissé dire — et j'aimerais répéter — cette expression à propos de tels pays et de tels Etats: ce sont les enfants adultères du colonialisme que l'on demande à l'Organisation des Nations Unies d'adopter. Ce fut le cas de la Mauritanie, de l'Irian occidental et, actuellement, du Katanga.

83. Le dernier système qui a été pratiqué use de moyens encore plus radicaux. Après avoir soustrait à son profit une partie du territoire dont il avait l'administration, le pays colonisateur érige ce territoire en terre de souveraineté et le rattache à sa métropole. Telles sont les tentatives portugaises à Goa ou en Angola et les tentatives de l'Espagne en ce qui concerne les territoires marocains du Sahara méridional et des villes de Ceuta et de Melilla.

84. Devant de telles pratiques, n'est-il pas légitime de demeurer sceptique sur la sincérité des pays colonisateurs qui s'associent aux pays colonisés pour reconnaître la nécessité de mettre fin au colonialisme? Comment pourrait-on prendre au sérieux une telle attitude alors que la France continue la guerre d'Algérie, entrée depuis quelques semaines dans sa huitième année? Comment peut-on croire à la sincérité du Portugal qui mène une guerre d'extermination systématique en Angola? Comment peut-on enfin croire à la sincérité du Royaume-Uni qui maintient sa présence dans de nombreux territoires africains et qui mène une répression violente contre les populations de l'Oman? Comment peut-on demeurer tranquille quand on écoute à cette tribune le représentant d'un gouvernement exposer, avec des justifications juridiques et morales, la pratique du racisme dans les territoires qu'il contrôle? Comment peut-on être tranquille sur le sort du Sud-Ouest africain quand nous savons qu'il s'agit d'un territoire confié à une puissance par l'Organisation internationale et que l'on refuse aujourd'hui à cette dernière le droit de regard et le droit d'enquête sur ce territoire où le racisme existe à l'état intégral?

85. On comprendra aisément que devant ce doute, né de la constatation d'autant de contradictions entre les intentions et le comportement réel, de nombreux pays

d'Afrique et d'Asie aient soumis à l'Assemblée un projet de résolution [A/L.366 et Add.1 à 3] tendant à la constitution d'une commission qui aurait pour tâche de dégager, avec notre collaboration, les moyens appropriés pour mettre en œuvre et réaliser l'objectif de la Déclaration adoptée, en 1960, en présence de nombreux chefs d'Etat et dont le retentissement à travers le monde peut être considéré comme un des effets les plus importants des travaux de notre organisation. Les auteurs de la résolution se sont efforcés de la faire adopter à l'unanimité comme le requiert son caractère moral; ils ont essayé de tenir compte de toutes les difficultés pour permettre à tous ceux qui administrent encore des territoires non indépendants d'effectuer le changement de régime avec la plus grande facilité et dans l'intérêt des populations en voie de devenir indépendantes.

86. Mais pour nous, qui avons participé aux Conférences de Bandoung^{6/}, du Caire^{7/}, d'Accra^{8/}, d'Addis-Abéba^{9/}, de Casablanca et de Belgrade^{10/}, la Déclaration a été la consécration à l'échelle internationale des efforts constants pour l'accès à la liberté de tous ceux qui n'y sont pas encore parvenus.

87. Notre objectif ne s'arrête pas là. Nous ne voulons pas diviser le monde en deux catégories. L'asservissement seul constitue une ligne de partage. La liberté, au contraire, rapproche les peuples, les unit et enrichit la communauté internationale grâce à l'apport de la variété des génies que seule la liberté peut faire éclore.

88. Nous avons hâte de voir s'instaurer cet esprit de coopération dont la disparition même provisoire a causé tant de crises dans le monde. Cette coopération, les petites puissances y tiennent encore plus que les grandes. Mais, si pour nous elle signifie assistance et aide contre le sous-développement économique, culturel et social, si elle signifie respect et tolérance mutuels, elle demeure encore, dans l'esprit de certains de nos partenaires, un simple voile pour cacher la subordination de nos intérêts supérieurs à leurs intérêts propres, la priorité de leur prestige sur notre dignité, la primauté de leur défense sur la nôtre, une assistance pour un développement réalisé selon leurs vœux et conforme à leur volonté de maintenir une inégalité permanente dans les nouveaux rapports que nous voulons avoir avec eux.

89. Je voudrais, avant de terminer, faire connaître l'attitude de mon pays en ce qui concerne une question importante que l'interprétation abusive de la Déclaration a introduite à dessein dans notre débat actuel.

90. Le Gouvernement des Pays-Bas a cru devoir faire triompher sa politique dans l'Irian occidental en présentant à notre assemblée un projet de résolution [A/L.354] dont le résultat consacrerait non seulement le fait accompli, je veux dire le fait colonial dans cette partie de l'Indonésie, mais constituerait l'atteinte la plus grave à l'esprit de la Déclaration elle-même. Le conflit entre les Pays-Bas et l'Indonésie existe depuis la reconnaissance de l'indépendance à ce pays.

^{6/} Conférence réunie du 18 au 24 avril 1955.

^{7/} Conférence de solidarité des peuples d'Asie et d'Afrique, réunie du 26 décembre 1957 au 1er janvier 1958.

^{8/} Conférence des Etats indépendants d'Afrique, réunie du 15 au 22 avril 1958.

^{9/} Conférence des Etats indépendants d'Afrique, réunie du 14 au 26 juin 1960.

^{10/} Conférence des pays non alignés, réunie du 1er au 6 septembre 1961.

^{5/} Conférence des Etats indépendants d'Afrique, réunie du 3 au 7 janvier 1961.

Les négociations qui, après une guerre douloureuse pour le peuple indonésien, ont abouti à la reconnaissance de cette indépendance avaient consacré sans équivoque la souveraineté de l'Indonésie sur ce territoire qui, de tout temps, a fait partie du territoire indonésien et que les Pays-Bas eux-mêmes ont toujours administré comme tel.

91. Nous savons tous comment, au sortir d'une guerre de libération, les négociations pour l'indépendance sont conduites. Pour des considérations qui ont paru provisoirement valables, mais provisoirement seulement, le Gouvernement indonésien, après s'être fait donner acte de sa souveraineté complète sur ce territoire, a accepté que le transfert réel des pouvoirs se fasse à une date ultérieure. Malheureusement, le Gouvernement hollandais n'a pas cru devoir respecter cet engagement, et il a constamment opposé des fins de non-recevoir aux revendications légitimes de l'Indonésie.

92. Les innombrables négociations ont toutes échoué et le litige a été porté pendant plusieurs années devant l'Organisation des Nations Unies. A aucun moment, les Pays-Bas n'ont pu réfuter le caractère indonésien de l'Irian occidental et les négociations qu'elle menait avec l'Indonésie sont, en quelque sorte, une reconnaissance formelle du droit de l'Indonésie à poser le problème. Il est bien étrange de voir dans quel esprit et avec quelle rapidité le Gouvernement hollandais veut appliquer à ce cas la résolution du 14 décembre 1960.

93. La responsabilité des Pays-Bas devait, tôt ou tard, cesser dans cette partie de l'Indonésie, et, s'ils veulent sincèrement mettre fin au régime colonial, ils devraient rendre cette province au pays dont elle est une partie intégrante. Ils le savent aussi bien que l'Indonésie. Le procédé qui a été utilisé par le Gouvernement des Pays-Bas, à la lumière et à l'abri de la Déclaration, est une grave erreur politique de sa part. Non seulement il constitue un manquement à des engagements solennellement souscrits, mais le fait de vouloir abuser de cette résolution en la dénaturant dans sa lettre et dans son esprit nous met en droit de douter de la sincérité de certaines puissances qui ont voté en sa faveur. Mon pays entretient, avec le Royaume des Pays-Bas, d'excellentes relations, et nos rapports ont été de tout temps cordiaux, à la satisfaction des deux pays. Mais nous avons le droit, au nom même de cette amitié, de dénoncer un procédé qui ne contribue pas à grandir ses auteurs.

94. La délégation de l'Inde a déposé un autre projet de résolution [A/L.367 et Add.1] sur la même question. Cette résolution invite les deux gouvernements à entreprendre de nouvelles négociations avec la collaboration du Président de l'Assemblée, en vue de résoudre ce problème. Il nous semble que le Gouvernement des Pays-Bas ne devrait pas se refuser à un tel appel. Nous accorderons notre appui au projet de résolution de l'Inde. Mais, comme nous n'avons jamais eu à voter contre un projet de résolution déposé par les Pays-Bas, nous souhaiterions — et d'autres délégations le souhaiteraient sans doute comme nous — que leurs représentants le retirent pour ne pas nous mettre dans l'obligation de le rejeter. A maintes reprises, le Gouvernement de l'Indonésie a proclamé sa volonté de trouver une solution pacifique à ce problème. Nous sommes convaincus que, si le Gouvernement des Pays-Bas faisait preuve des mêmes dispositions, ce problème trou-

verait bientôt une solution qui donnerait satisfaction à toutes les parties.

95. Notre attention a été attirée, au début du débat, sur un projet de résolution déposé par plusieurs pays africains [A/L.368] et relatif à la même question. Nous avons eu le temps de l'examiner avec l'intérêt qu'il mérite. Nous ne doutons pas un seul instant de la sincérité et de l'esprit dans lequel ses auteurs ont essayé de trouver, à leur manière, une solution au problème de l'Irian occidental; mais certaines dispositions de ce projet de résolution rejoignent malheureusement presque intégralement les considérations exposées dans le projet du Gouvernement hollandais, et pour ces raisons nous sommes contraints de le rejeter. Nous le rejetons avec d'autant plus de peine que ce sont des pays africains qui viennent d'accéder à l'indépendance qui veulent contribuer à la consolidation du mouvement d'indépendance dans toutes les parties du monde où la domination demeure. Mais nous leur adressons un appel pour que dans ce projet de résolution, dont la subtilité est assez dangereuse et dont les conséquences pourraient se retourner demain contre d'autres pays africains, on laisse au principe de l'autodétermination la valeur morale qu'il a toujours comportée. Nous demandons qu'on n'abuse pas de ce principe en le mettant au service de certaines causes qui sont elles-mêmes en train, je me permets de le dire, de débaucher ce principe au profit de la création artificielle de certaines nouvelles colonies; celles-ci sont actuellement présentées devant l'opinion internationale comme des pays indépendants, mais en réalité elles ne sont que des appendices des anciens empires.

96. M. THEODOLI (Italie) [traduit de l'anglais]: Ma délégation n'avait pas l'intention, primitivement, de prendre la parole dans cette discussion générale. Les opinions du Gouvernement italien sur le problème du colonialisme ont été amplement exposées à l'Assemblée l'an dernier lorsque nous avons appuyé la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV). Nous pensions donc pouvoir simplement expliquer plus tard nos votes sur les divers projets de résolution dont nous sommes maintenant saisis.

97. Toutefois, de tragiques événements nous ont montré dernièrement que tout ce qui se passe en Afrique nous concerne bien plus que nous ne l'aurions cru possible. Je le dis non seulement parce que notre pays y a subi des pertes douloureuses, mais aussi parce que nous ne pouvons pas faire autrement que de participer à tous les drames qui se jouent dans ce monde, où que ce soit. Cela est particulièrement vrai quand il s'agit de l'Afrique et du Congo où 13 aviateurs italiens ont été cruellement assassinés et quatre autres ont péri au cours de vols pacifiques au service de l'Organisation des Nations Unies.

98. Ainsi, 17 Italiens ont rallié les rangs de la brave troupe de soldats et de fonctionnaires de différentes nationalités qui, sous la conduite inspirée de M. Dag Hammarskjöld, ont donné leur vie au service de l'humanité. A ce propos, je voudrais donner lecture à l'Assemblée d'un passage du discours prononcé au Parlement italien le 16 novembre 1961 par notre premier ministre, M. Fanfani:

"Le message que nos aviateurs ont légué au peuple congolais, dans sa recherche tourmentée de l'indépendance et de la liberté, c'est que nous n'avons pas l'intention, après ces événements tragiques,

de retirer notre aide. La générosité avec laquelle ces aviateurs ont accepté leur mission et donné leur vie dans l'accomplissement de leur devoir nous incite à ne pas oublier la mission civilisatrice exercée toujours par l'Italie durant des millénaires. Elle nous incite à persévérer dans nos efforts pour comprendre les nouvelles nations et les aider dans leurs graves difficultés. Nos aviateurs morts nous ont indiqué le chemin à suivre, qui est de persévérer, en faisant abstraction de toute discrimination, nationale, raciale ou historique, en un sentiment du devoir de solidarité et de respect de la valeur et de la dignité de la personne humaine."

Notre premier ministre a dit encore ceci:

"Nous avons l'intention de discuter les graves problèmes du Congo à l'Organisation des Nations Unies et nous ferons remarquer que les aviateurs italiens ont donné l'exemple non pas de blancs qui oppriment, mais de blancs qui donnent généreusement leur vie pour la liberté et la sécurité d'autres peuples."

99. Mon gouvernement est d'avis que le moment est venu de faire un ample examen de tous les aspects compliqués de la situation au Congo et de la tâche dévolue aux Nations Unies. Pour le moment, je désire simplement donner cet avis, mais nous portons de toute façon un vif intérêt aux deux questions de l'assistance à l'Afrique et de la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Nous avons écouté avec beaucoup d'intérêt de nombreux discours brillants et de nombreuses déclarations constructives, parmi lesquelles quatre ont particulièrement attiré notre attention, celles des représentants de Ceylan, de la Nigéria, de la Colombie et de Madagascar. Nous avons trouvé aussi des idées intéressantes dans la déclaration du représentant du Ghana.

100. Mon pays observe la naissance et la croissance des nouvelles nations d'Afrique avec beaucoup de sympathie et de compréhension; nous sommes d'avis qu'il faut aider autant qu'on le pourra les nouvelles classes dirigeantes dans leurs efforts pour favoriser l'évolution de leur pays, selon les caractères nationaux qui lui sont propres, dans les domaines politique, économique et culturel. Dans ce processus, les Nations Unies ont un grand rôle à jouer non seulement en sauvegardant la paix et en éliminant la guerre comme moyen de régler les conflits internationaux, mais aussi en offrant une assistance technique et financière et en luttant contre les causes profondes des conflits, la misère, l'ignorance et l'injustice, et en favorisant ainsi le progrès social et l'élévation des niveaux de vie.

101. Nous sommes également d'avis que le Conseil de tutelle qui a accompli incontestablement une œuvre remarquable à tous les points de vue devra continuer à fonctionner tant qu'il restera un territoire non autonome susceptible de se voir accorder l'indépendance conformément à l'Article 73 de la Charte.

102. La même considération s'applique, dans son champ propre d'activité, au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes qui a accompli une œuvre très utile en clarifiant des situations et en accélérant le processus d'évolution vers l'autonomie politique et l'indépendance.

103. Les règles prescrites aux Chapitres XI, XII et XIII de la Charte, dont l'expérience a montré qu'elles sont fondées sur des principes d'une grande

sagesse, devront continuer à nous servir de guides à l'avenir. Nous avons le devoir sacré de voir au-delà du simple processus de l'accession à l'indépendance. L'accession d'un nouveau pays à l'indépendance politique ne représente pas tellement un but définitif qu'une étape — quoique très importante sans aucun doute — dans son évolution. L'indépendance ne doit pas signifier l'isolement politique et économique et ne doit pas engendrer le désordre, l'agitation et le chaos.

104. Quant à la question très controversée d'une date limite éventuelle à laquelle les nouvelles nations devraient obtenir l'indépendance, nous sommes d'avis que la rapidité est certainement préférable à la léthargie, mais qu'il y a là essentiellement une question d'opportunité. La rapidité est importante, mais la hâte peut être dangereuse. Le vieil adage latin *Festina lente*, "Hâte-toi lentement", est pleinement valable en la matière. En d'autres termes, comme le représentant du Pakistan l'a dit à la Quatrième Commission [1160ème séance]:

"Nous devons être opposés aussi bien à l'établissement hâtif d'une utopie qu'à d'inutiles délais et temporisations."

105. Ainsi que l'a déclaré devant l'Assemblée le Ministre des affaires étrangères de la Nigéria, il faut en Afrique une évolution méthodique et pacifique. Il a affirmé:

"Nous voulons empêcher la subversion à l'intérieur de notre continent. Nous voulons que les conflits idéologiques s'arrêtent aux frontières de notre continent. Toutes ces réalisations ne peuvent s'accomplir dans le désordre. Je crois nécessaire que nous tirions du Congo la leçon qui s'impose." [1050ème séance, par. 19 et 20.]

106. Les délégations qui jugent essentiel de mettre complètement fin au colonialisme par tous les moyens et au plus vite soulignent l'importance du paragraphe 3 de la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV), qui stipule:

"Le manque de préparation dans les domaines politique, économique ou social ou dans celui de l'enseignement ne doit jamais être pris comme prétexte pour retarder l'indépendance."

Nous approuvons cette affirmation, mais nous souscrivons aussi à l'opinion autorisée qui a été exprimée ici même que cette affirmation n'enlève rien à la valeur de la préparation, car il serait difficile de nier le fait qu'il est bon que toute nouvelle nation ait une préparation suffisante. En fait, la préparation a été considérée à juste titre comme le cœur même du problème.

107. Pour toutes ces raisons, nous sommes en faveur du projet de résolution [A/L.366 et Add.1 à 3] présenté par 38 pays d'Afrique et d'Asie, que nous considérons comme constructif et réaliste. La création d'un comité chargé de l'étude des problèmes particuliers aux différents territoires — idée qui avait déjà été suggérée, comme nous sommes heureux de l'apprendre, il y a deux ans par le Président de la Tunisie — nous paraît le meilleur moyen d'aborder ce délicat problème, car la fixation d'une unique formule rigide pour tous les territoires non autonomes qui existent encore dans le monde serait certainement impossible et manquerait de réalisme. Nous désirons par conséquent présenter nos sincères félicitations aux nombreux auteurs de ce projet de

résolution pour avoir donné un si bel exemple de coopération et de compromis.

108. D'après ce que je viens de dire, il est évident que nous ne pouvons pas accepter au contraire les idées dont s'inspire le projet de résolution [A/L.355] qui a été présenté par la délégation de l'Union soviétique et commenté très longuement dans les discours prononcés par les représentants des pays socialistes. Je dois dire que chaque fois que j'écoute de tels discours je me sens confondu d'admiration, oui, d'admiration pour leur étonnant courage — ou devrais-je dire plutôt audace — de se poser chaque fois en champions de la liberté, de la démocratie, de la justice et du progrès. Il me semble vraiment que c'est aller un peu loin que de supposer que tous les membres de l'Assemblée ignorent totalement non seulement les faits essentiels de la géographie et de l'histoire, mais même les faits relatés tous les jours dans la presse.

109. L'une des allégations les plus courantes des pays socialistes est que leurs propres mobiles sont toujours purs, altruistes et dictés exclusivement par des sentiments de solidarité et de souci du bien-être des populations: tous les gouvernements occidentaux, en revanche, et les membres de l'OTAN en particulier, sont accusés de n'entretenir que des rêves sinistres d'exploitation économique et d'oppression politique.

110. Dans le cas du Portugal, par exemple, on a beaucoup critiqué le fait que ce pays ne s'était pas conformé à une résolution de l'Assemblée générale. Nous le regrettons profondément, ainsi que nous l'avons déclaré à la Quatrième Commission [1202ème séance], mais nous devons cependant signaler que le Portugal a entrepris dans ses territoires d'Afrique un programme de réformes qu'il serait équitable de mettre quand même à son actif, dans l'espoir qu'il y a là un premier pas dans la bonne direction et que ce pays trouvera le moyen de faire plus et mieux l'an prochain.

111. Toutefois, nous comprenons l'émotion des nations d'Afrique et d'Asie dans ce cas. Plus difficiles à comprendre sont les dures critiques émanant de certaines délégations de pays qui ont pourtant beaucoup à se reprocher dans le même domaine. Nul d'entre nous n'a pu oublier les résolutions concernant les événements qui se sont déroulés en Hongrie en octobre 1956, ni la résolution concernant le Tibet qui a été adoptée à la quatorzième session de l'Assemblée, résolutions dont les parties intéressées ont fait fi ouvertement et de manière agressive.

112. On a beaucoup parlé récemment des "vents de changement" qui ont soufflé sur de nombreux anciens empires coloniaux et dont les effets ont été très encourageants. Si nous considérons l'empire néo-colonial qui s'étend d'Europe en Asie, nous y remarquons aussi des vents qui soufflent et des changements qui se produisent, mais ils sont d'une autre nature. Les vents qui soufflent sont les vents glacés de l'Arctique qui transportent les retombées radio-actives. Quant aux changements, certes, il y en a eu d'intéressants, en particulier sur la Place Rouge et en d'autres lieux.

113. Il y a quelques jours, le représentant d'un des pays socialistes nous a dûment informés que le XXIIème congrès du parti communiste avait adopté pour l'ensemble des peuples soviétiques un nouveau programme qui promettait notamment une assistance

"à tous les peuples qui luttent pour la destruction complète du système colonial". Je dois dire que je trouve cela très intéressant. Cependant, je pense que la grande majorité des membres de l'Assemblée se souviendront spécialement du XXIIème Congrès du parti communiste pour une autre raison, pour les surprenantes révélations faites sur les événements qui se sont déroulés dans l'empire soviétique pendant 30 années. Ces révélations, émanant des sources les plus hautes et les plus inattaquables, nous présentent un tableau de tortures et d'assassinats en masse de chefs du parti, d'intellectuels, d'ouvriers et de paysans.

114. Ce que je viens de dire ne constitue nullement une tentative de notre part de distraire l'Assemblée générale de la discussion du problème colonial, ainsi que certains ne manqueront pas de l'insinuer. Nous voulons simplement attirer l'attention sur le fait qu'il faut faire preuve de plus d'impartialité et d'humilité dans cette discussion. Elle porte sur la fin du colonialisme, question de la plus haute importance pour le monde entier et particulièrement pour les nouvelles nations d'Afrique et d'Asie, dont mon pays comprend parfaitement les sentiments et les aspirations, d'autant plus que nous comptons parmi elles de nombreuses et sincères amies. L'Italie n'est plus une puissance coloniale ni une puissance administrante et elle entretient des relations très amicales et fructueuses avec les pays indépendants qu'elle a administrés autrefois soit comme colonies, soit comme territoires sous tutelle. Nous n'avons pas d'intérêts particuliers ici, ni d'un côté ni de l'autre, mais nous sommes d'avis qu'on doit envisager le problème du colonialisme dans sa véritable perspective.

115. Ce que nous pourrions appeler le colonialisme à l'occidentale est en voie de disparition. Au cours des 15 dernières années, une quarantaine de pays, comptant plus de 800 millions d'habitants, ont accédé à l'indépendance. Rien qu'en Afrique, pas moins de 22 Etats nouveaux sont nés et 16 d'entre eux sont entrés à l'Organisation des Nations Unies, la plupart bien avant que l'Assemblée eût adopté la résolution 1514 (XV). Dans quelques jours, le Tanganyika en fera autant. Ce pays a donné naissance à un dirigeant remarquable en la personne de son premier ministre, M. Nyerere, dont les qualités d'homme d'Etat se sont révélées lors de la déclaration qu'il a faite cette année devant le Conseil de tutelle, à sa vingt-septième session [1171ème séance].

116. L'an prochain, ce sera le tour de l'Ouganda et du Samoa-Occidental, de sorte qu'il ne restera pratiquement qu'environ 70 millions de personnes sous le régime colonial, ce qui représente approximativement le dixième du nombre primitif.

117. En revanche, une autre forme de colonialisme a dressé sa hideuse tête en Europe et en Asie, où une grande puissance exerce une domination militaire, politique et économique absolue sur des millions d'hommes et de femmes qui auparavant étaient libres, non pas dans des territoires d'outre-mer, mais dans des pays voisins. Dans ces colonies, il n'y a pas de liberté de parole, pas de liberté de la presse, même pas de liberté de se déplacer. Aucune disposition n'est prise pour leur assurer l'autonomie et rien n'est certainement prévu en vue de la diffusion d'informations sur les activités de l'Organisation des Nations Unies.

118. C'est en tenant compte de ce qui précède que je voudrais citer une fois encore devant l'Assemblée les paroles émouvantes prononcées par le représentant de la Fédération de Malaisie le 25 septembre 1961, alors qu'il appuyait l'inscription à l'ordre du jour de la question du Tibet:

"Lorsque nous nous élevons contre le colonialisme et la violation des droits de l'homme en Afrique, ce n'est pas seulement parce que les victimes sont des Africains et que les oppresseurs sont des puissances coloniales occidentales, mais essentiellement parce qu'il s'agit de la domination et de l'oppression de l'homme par l'homme. Si la même oppression se produit ailleurs, il est du devoir absolu de l'Assemblée générale d'adopter une attitude identique, même si elle encourt par là le mécontentement de certains qui participent à ce qu'il est convenu d'appeler la guerre froide."
[1014ème séance, par. 178.]

119. Nous estimons, dans l'esprit du projet de résolution de la Nigéria [A/L.357], que les 10 prochaines années verront la fin du colonialisme en Afrique. Espérons qu'elles verront aussi l'aube d'une nouvelle ère de liberté et de justice pour tous les peuples opprimés du monde, "sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes", ainsi que le stipule la résolution historique 1514 (XV) que ma délégation approuve sans réserve.

M. Schürmann (Pays-Bas), vice-président, prend la présidence.

120. M. BA (Mali): Au cours de sa quinzième session au moment où elle adoptait la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)], notre assemblée fut un des hauts lieux de l'histoire contemporaine, sinon de l'histoire de l'humanité. Après la suppression de l'esclavage, ce fut le deuxième acte qui honore notre condition d'homme.

121. Ce n'est pas par hasard qu'elle a été inspirée par l'Union des Républiques socialistes soviétiques¹¹ et que, à l'exception des pays colonialistes impénitents, elle fut adoptée par l'ensemble des pays de progrès, en tout cas de tous les pays qui ont conscience que la suppression de l'esclavage colonial, de toute domination coloniale dans le monde, est un des facteurs essentiels du maintien de la sécurité et de la paix universelles.

122. Nous avons fait ici lors de la quinzième session [901ème séance] le procès du colonialisme classique avec son cortège d'oppressions: oppression politique, oppression économique, oppression sociale et culturelle, et leur toile de fond raciste. Nous avons mis l'accent sur les structures plaquées sur notre fond national par le colonisateur pour transfigurer et défigurer nos pays. Nous avons souligné les dangers graves, pour les Etats nouvellement indépendants, des démarches du néo-colonialisme qui, en apparence moins oppressives que les manifestations du colonialisme traditionnel, sont cependant importantes et plus perfides. Nous avons même signalé au passage ces formes d'apparence libérales, le "white man's burden", le colonialisme sous la forme du libéralisme d'affaires.

123. Les nouveaux rapports politiques à l'échelle internationale et l'émergence des pays jeunes ont atteint à mort le colonialisme. Ce fait ne saurait nous étonner. Il est inscrit dans le processus du développement historique. La liquidation du système colonial est un phénomène inéluctable; elle est irréversible. Ce sont là des vérités premières connues de tous les militants anticolonialistes des mouvements de libération nationale, et c'est pourquoi nous abordons ce problème avec une parfaite sérénité, conscients du fait que notre assemblée, dans sa sagesse, prendra des décisions qui iront dans le sens de l'histoire. A l'heure où nous parlons, à l'ombre de la déclaration qui "proclame solennellement la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations", il existe encore près de 80 territoires d'une superficie de 10 à 12 millions de kilomètres carrés comprenant plus de 70 millions d'habitants. Nous ne retiendrons pas votre attention par une énumération fastidieuse de ces colonies dont l'existence, quoi qu'on dise et quoi qu'on pense, constitue une honte à l'heure où la maîtrise de la technique et de la science ouvre à l'homme de si grandioses perspectives. Nous ne parlerons de certaines de ces colonies qu'en raison de la tragédie que connaissent les mouvements de libération dans certaines d'entre elles et du génocide qui y est pratiqué par le colonialisme décadent aux abois.

124. En Angola, le Portugal, petit pays européen arriéré, profitant de l'appui de ses alliés occidentaux puissants, se livre au massacre délibéré des populations africaines. Par respect pour les sentiments humanitaires des personnes civilisées réunies ici, nous ne parlerons pas des atrocités dont l'odieux spectacle a été présenté par le cinéma et la télévision. Des photographies qui font frissonner d'horreur ont été affichées dans cette assemblée et constituent des monuments de barbarie qui font que le Portugal et son régime fasciste sanguinaire sont couverts d'opprobre et détestés de tous les hommes civilisés du monde. Notre assemblée se doit de prendre des mesures urgentes et décisives pour que cesse le génocide qui risque, si l'on n'y prend garde, d'affecter le Mozambique et la Guinée dite portugaise. Nous reviendrons en son temps sur ce brûlant problème.

125. Au Congo, nous avons mesuré l'étendue des méfaits du colonialisme belge et de ses alliés impérialistes. Seize mois d'expérience des Nations Unies n'ont pas cessé de rendre chaque jour plus urgente la solution de ce terrible exemple de décolonisation voulue et organisée par la pire coalition impérialiste, au nom des intérêts sordides de l'Union minière du Haut-Katanga. Au Comité consultatif pour le Congo, nous avons indiqué nos positions qui peuvent se résumer en mesures pratiques et immédiates pour mettre fin à la sécession du Katanga (nœud de tout le problème congolais), et en un appui inconditionnel au Gouvernement central, seule autorité avec laquelle doivent traiter les Nations Unies. L'exacerbation des oppositions tribales au Ruanda-Urundi n'est qu'un stade prémonitoire d'une "orientation congolaise" du devenir de cette région.

126. Le Royaume-Uni au Kenya, malgré la vaillance et la détermination du peuple kikouyou debout derrière son libérateur Jomo Kenyatta, veut, par des méthodes dilatoires, arriver à une seconde révolte des Mau Mau. Cependant, tous les Africains sont convaincus que le

¹¹/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session, Annexes, point 87 de l'ordre du jour, document A/4501.

Kenya a largement mérité son indépendance et n'a pas besoin de deux années supplémentaires d'esclavage colonial.

127. Le même Royaume-Uni, pilier du système colonial, prépare, semble-t-il, la militarisation de la Rhodésie-Nyassaland pour les fins que vous devinez.

128. En Afrique du Sud, une minorité blanche, au nom du fascisme colonial le plus exacerbé, pratique, au mépris des résolutions de notre assemblée et de celles de toutes les organisations internationales, sa honteuse politique d'apartheid cent fois condamnée par l'opinion des pays civilisés. Nul doute que dans ce pays, dominé par les héritiers du maréchal Smuts et de M. Malan à la Verwoerd, l'Organisation des Nations Unies devra, pour faire appliquer notre déclaration, envisager des moyens à la mesure de l'insolence et de la haine raciste d'un gouvernement qui affiche tant de mépris pour l'Organisation.

129. L'Afrique du Sud, comme nous le savons, pratique également son odieux système au Sud-Ouest africain et s'oppose farouchement à la mise sous tutelle de ce territoire par les Nations Unies. Le point de notre ordre du jour qui traite de ce problème nous permettra d'y revenir plus en détail.

130. Les Pays-Bas ne veulent pas lâcher l'Irian occidental, dernier souvenir de leur empire colonial. L'Irian occidental fait cependant, sans conteste, partie intégrante de l'Indonésie. Les machinations politico-juridiques des Pays-Bas ne peuvent que retarder la solution indonésienne de la question de l'Irian que le représentant des Pays-Bas appelle avec dédain la Papouasie, le pays des Papous, des hommes à queue. Nous, nous sommes pour l'indépendance et la liberté de tous les peuples, des Papous comme des femmes à plateau, des Zoulous, comme des Pygmées d'Afrique.

131. Le machiavélisme qui consiste à mélanger, dans le projet de résolution des Pays-Bas [A/L.354], les principes de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance et la reconnaissance du droit de l'Indonésie sur l'Irian occidental, n'est qu'une manœuvre pour maintenir le statu quo colonial en Guinée dite néerlandaise. Si les Pays-Bas veulent éviter l'arbitrage de l'Assemblée générale, qu'ils se décident à négocier avec l'Indonésie sur des bases pacifiques, en parfaite égalité, de nation souveraine à nation souveraine. Hors de ces voies, je doute que le problème puisse être résolu en méconnaissant un pays aussi grand que l'Indonésie dont les droits ne sont mis en doute par personne.

132. Et maintenant, voici l'Algérie, notre sœur, terre de géhenne, je dirai de génocide. Comment ne pas vitupérer contre le colonialisme français dans son entêtement à poursuivre cette guerre sans nom qui entre dans sa huitième année, cette guerre contre un peuple debout, décidé à se libérer de la tyrannie et de la domination, cette guerre enfin qui doit aboutir inévitablement à l'indépendance de l'Algérie. La France de Descartes, des humanistes, la France de la Commune de Paris, de Jaurès, accepter d'être traitée comme le Portugal de Salazar ou l'Afrique du Sud de Verwoerd, la France dont le peuple et la culture sont tant aimés de par le monde, accepter, comme disait l'autre jour Guy Mollet, ancien président du Conseil français, "cette bêtise reconnue par tant de personnalités nationales"! Nous ne comprenons pas que la France accepte de s'aliéner tant de sympathies dans tant de pays, car la guerre d'Algérie, qui est une sale guerre, aura contribué à

mobiliser dans la réprobation tous les peuples de tous les pays amis des nationalistes algériens qui combattent sur leur sol la domination étrangère. L'honneur de la France exige que, pendant qu'il est temps encore, elle mette rapidement fin à cette guerre coloniale. C'est le vœu sincère de tous ceux qui ont été nourris de culture française. Nous souhaitons vivement qu'un ultime geste du général de Gaulle, en mettant fin à cette guerre qui est la nôtre, rétablisse la France dans l'estime de tous.

133. Ce tableau général du colonialisme serait incomplet si l'on ne mentionnait pas la dernière folie coloniale en date: Bizerte, base étrangère implantée sur le territoire d'un Etat souverain qui en réclame l'évacuation. Plus de 1 000 morts tunisiens, au nom des impératifs de la défense de l'Occident, de la sacrosainte alliance de l'OTAN. Bizerte reste pour nous un symbole, la manifestation la plus typique du néo-colonialisme, qui doit donner l'alarme dans tous les Etats nouvellement indépendants.

134. Le néo-colonialisme n'est pas un mythe. Ceux qui pensent que nous en parlons dans un but de propagande, en termes freudiens, risquent simplement d'être les victimes inconscientes d'un phénomène désormais historique: le néo-colonialisme prenant la relève du colonialisme traditionnel. Le néo-colonialisme se définit comme "l'octroi d'un simulacre d'indépendance à un territoire colonial ou à un territoire sous tutelle, alors qu'on paralyse le pays devenu indépendant au moyen d'accords économiques et militaires".

135. Si nous ne craignons de retenir trop longtemps l'attention de l'Assemblée, nous pourrions brosser un tableau complet des manifestations du néo-colonialisme: plans économiques (plan de Constantine et autres) mobilisant des moyens considérables pour des objectifs officiels considérés comme irréalisables; accaparement des terres de colonisation; déplacement de populations; destruction violente des communautés de travail avec leurs techniques et leur équilibre social; pression démographique, cercle vicieux évoluant vers le stade suprême du sous-développement; erreurs de calcul, volontaires ou non, de technocrates habitués à concevoir le développement économique en termes capitalistes; refus du développement agricole parce que le colonialisme désire forger une arme nouvelle contre la révolution paysanne, une arme socio-économique qui doit "casser la paysannerie" (80 p. 100 de la population autochtone) par la famine, le surpeuplement, l'exode, la destruction du milieu traditionnel lui-même, la création enfin d'un "Lumpenproletariat" incapable, dans la majorité des cas, de produire sa subsistance. Ailleurs, le néo-colonialisme préfère subventionner indéfiniment la misère, combler indéfiniment le déficit agricole par des dons de céréales dont l'importance est appelée à s'accroître à mesure que le déficit s'aggrave, plutôt que de laisser résoudre le problème agraire par la mobilisation révolutionnaire des masses rurales sous-employées. Coexistence dans une même nation d'une économie agraire collectiviste et autoritaire et d'une économie industrielle soumise aux règles du jeu capitaliste pour le seul profit d'une "élite différenciée de la masse"; essor des productions destinées à l'exportation s'accompagnant d'une stagnation ou d'un recul des productions destinées à la consommation intérieure; désarticulation de l'économie nationale et aggravation de sa dépendance vis-à-vis de l'étranger: voilà le tableau du néo-colonialisme.

136. A cela s'ajoutent: 1) les besoins de luxe plus ou moins grands de "l'élite différenciée de la masse"; 2) un marché protégé pour les industries de l'Europe; 3) un déficit agricole chronique. Comme dirait l'économiste A. Gorz, "la révolution agraire, retardée par la mise en selle de quelque Tchang Kai-shek ou Batista, attendrait son Mao Tsé-toung ou son Fidel Castro".

137. On "achèterait" ainsi de la stabilité politique pour tel pays en voie de développement afin de le conserver au monde dit "libre". Le Dr Waxmuth, de la Eisen-Essen, définit comme suit, dans une déclaration de programme de la confédération patronale allemande, le rôle des Etats africains:

"L'industrie allemande s'intéresse au plus haut point à l'Afrique; mais, comme tout bon commerçant, elle demande des garanties — avant tout sur le plan politique. La condition primordiale, toutefois, est que les régimes africains soient stables et solidement liés à l'Europe."

Sans commentaire!

138. Comme on le voit, le colonialisme et le néo-colonialisme sont des frères siamois. Hors de la libération complète et définitive des pays sous domination coloniale, pas de salut, pas de possibilité de développement économique et social, de développement tout court. C'est pourquoi, face au problème général de la liquidation du colonialisme, nous n'admettons aucune neutralité, aucun compromis. On est pour ou contre le colonialisme. C'est pourquoi, nous indiquerons sans ambages la position du Mali au sujet de l'application de la Déclaration.

139. En premier lieu, ma délégation pense que la résolution s'est prononcée sans équivoque quant à la date de mise en application: fin immédiate du colonialisme et octroi immédiat de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux. Cette stipulation signifie que les mesures de décolonisation doivent être appliquées sans délai. Nous serons donc opposés à toute décision fixant un délai, ou minimum ou maximum. Ma délégation votera par contre en faveur de tout projet de résolution tendant à instaurer, au cours de cette session, un organisme international spécial chargé de mettre immédiatement en pratique les modalités de passation des pouvoirs aux autorités autochtones responsables des colonies ou semi-colonies, après consultations diligentes avec les ex-puissances coloniales. Cet organisme spécial devra comporter une répartition géographique équilibrée où l'Afrique, martyre du colonialisme, devra avoir une place de choix.

140. En deuxième lieu, ma délégation — au risque de paraître peu ou pas objective — est opposée à ce que j'appelle des manœuvres dilatoires tendant à retarder la fin du colonialisme sous le fallacieux prétexte de l'impréparation des populations autochtones à l'exercice du pouvoir politique. Ceux des pays africains ou asiatiques qui invoqueraient cet argument apporteraient, consciemment ou inconsciemment, de l'eau au moulin des puissances coloniales, dont le rêve est de conserver le plus longtemps possible les privilèges inhérents à l'exploitation des peuples colonisés.

141. Ceux d'entre nous qui ont eu l'occasion d'écouter les pétitionnaires de l'Angola, de la Guinée dite portugaise, du Ruanda-Urundi ou du Sud-Ouest africain ont pu apprécier leur haut degré de conscience politique, aussi bien des problèmes nationaux que des problèmes internationaux. De sorte que l'objectivité

qu'on invoque dans cette affaire est l'objectivité des colonialistes impénitents qui s'accrochent encore à leurs privilèges, qui refusent d'être des hommes de leur temps. Notre rôle sera de bousculer simplement ces fossiles et d'appliquer hardiment la volonté de l'immense majorité de cette assemblée qui veut aider le colonialisme à mourir de sa belle mort.

142. Pour conclure, je voudrais souligner que le problème général de la fin du colonialisme dans le monde ne saurait souffrir des vicissitudes et des aléas de la guerre froide. La liquidation du système colonial ne saurait être le monopole ni d'un continent, ni d'un pays, ni d'un groupement de pays. La liquidation du système colonial est un problème fondamental de notre époque qui justifierait à lui seul l'existence des Nations Unies. L'honneur de notre organisation exige que, par son action éclairée et unanime, elle mette fin au colonialisme, aux foyers de guerres coloniales et injustes qui font rage en Afrique et mettent en péril la paix et la sécurité internationales. La fin du colonialisme devient de ce fait une des dominantes de la question générale de la guerre ou de la paix.

143. Les peuples africains encore sous domination coloniale attendent beaucoup de la Déclaration adoptée par l'Assemblée générale à sa quinzième session. Ils attendent de son application, c'est-à-dire de nous, d'être des peuples libres. Ils attendent de son application l'arrêt des massacres en Algérie et en Angola. Nous n'avons pas le droit de décevoir l'espoir de plusieurs millions d'hommes humiliés, bafoués, torturés.

144. Notre assemblée, en sa seizième session, se doit d'être à la hauteur de l'humanisme du XXème siècle, cet humanisme qui, comme disait Jacques Decour il y a 25 ans, "est une foi rationnelle en la valeur et la dignité de l'homme, un respect civilisé de sa personne, un culte militant de sa liberté".

145. M. LAPINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe]: La délégation de l'Union soviétique voudrait d'abord noter avec satisfaction que la proposition tendant à examiner les moyens d'assurer l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)] a été approuvée et appuyée par la majorité des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. De même qu'à la session précédente l'initiative de l'Union soviétique au sujet de la suppression du colonialisme a été reconnue comme opportune et d'une nécessité vitale.

146. L'activité que déploie l'Assemblée générale pour l'étude du problème de la liquidation du colonialisme ressort bien du fait qu'une cinquantaine de délégations ont pris part à la discussion de ce problème, discussion qui dure depuis trois semaines. Les orateurs ont souligné dans leurs interventions l'importance historique de la Déclaration adoptée à la session précédente sur l'initiative de l'Union soviétique. D'autre part, les participants au débat ont exprimé leurs craintes et leur inquiétude en constatant que l'exigence majeure formulée dans la Déclaration, c'est-à-dire l'adoption de mesures immédiates pour la liquidation totale du honteux système colonial, n'a pas été mise en œuvre et que les puissances coloniales empêchent l'octroi de l'indépendance aux peuples opprimés, mènent des guerres d'extermination et intensifient la terreur et la répression à l'égard des peuples qui luttent pour leur liberté.

147. En ce qui concerne les interventions des représentants des puissances coloniales, il convient de noter cette année une certaine modification de leur tactique. A la session précédente, vous vous en souvenez, il a fallu lutter pour que la question coloniale fût examinée non pas en commission, comme le proposaient les puissances coloniales, mais en séance plénière de l'Assemblée. A la présente session, ces puissances, instruites par une amère expérience, n'ont plus décidé de s'opposer à l'examen de la question coloniale en séance plénière. C'est un fait qui mérite d'être retenu. Vous le savez, avant la quinzième session le problème colonial dans son ensemble n'avait jamais été débattu à une tribune internationale.

148. En sanctionnant la Déclaration, l'Organisation des Nations Unies a non seulement donné son appui moral à la cause des peuples coloniaux qui luttent pour leur liberté et leur indépendance, mais elle s'est chargée en même temps de les libérer de l'oppression, afin de mener à bien la grande œuvre de la liquidation totale du régime colonial.

149. Il est caractéristique que les représentants des puissances coloniales ne se sont pas prononcés directement, cette fois, contre la Déclaration qu'ils avaient attaquée avec un tel acharnement à la session précédente. Dans son intervention, le représentant des Etats-Unis a qualifié la Déclaration d'historique et de célèbre. Mais c'est là un changement d'orientation purement apparent, pour la forme. Si l'on en juge d'après les actes des puissances coloniales, elles s'en tiennent à leurs anciennes positions et continuent à chercher des voies et moyens de conserver les vestiges du système colonial, ignorant ainsi les exigences de l'Organisation des Nations Unies concernant la liquidation immédiate du système colonial. Elles produisent d'anciennes et de nouvelles conditions et réserves pour prolonger leur domination sur les pays coloniaux et dépendants.

150. Les représentants des puissances coloniales ont soutenu activement à l'Assemblée la proposition visant à reculer le délai de la liquidation du colonialisme en Afrique à l'année 1970. Ils avaient de la peine à dissimuler leur satisfaction devant cette proposition. Et, de fait, comment les colonisateurs anglais, portugais, belges, français, espagnols et autres ne se réjouiraient-ils pas du moratoire de 10 ans qu'on leur propose pour liquider leurs possessions coloniales!

151. De toute évidence, ceux qui proposent de reporter à l'année 1970 le délai pour l'octroi de l'indépendance aux pays d'Afrique aident les colonisateurs, volontairement ou involontairement, en leur fournissant la possibilité légale de tourner la Déclaration et de gagner ainsi du temps pour consolider leurs positions dans les territoires dépendants.

152. L'Assemblée générale se doit de rejeter catégoriquement des tentatives de ce genre visant à "aider" les colonisateurs. Ce qu'on nous propose, c'est ni plus ni moins que de renier les grands et équitables principes adoptés par l'Assemblée générale à sa quinzième session pour résoudre le problème colonial. La Déclaration exige la liquidation immédiate du système colonial, sans aucune condition ni réserve. C'est précisément cette exigence qui a conféré à la Déclaration ce caractère de document historique de notre époque et qui lui a valu l'approbation universelle. Et voici qu'on nous propose maintenant de renoncer à l'essentiel, à ce qui constitue l'essence et

la force agissante de la résolution des Nations Unies. Non, il est impossible d'y consentir. Nous sommes réunis ici pour étudier les mesures propres à mettre en œuvre la Déclaration et non pas les voies détournées qui permettraient de réduire la Déclaration à un chiffon de papier.

153. Quels sont les arguments avancés au cours de nos débats contre l'octroi immédiat de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux? Ce sont toujours les mêmes, ces anciens arguments que nous avons déjà entendus bien des fois.

154. Ce sont avant tout des références au prétendu manque de préparation des peuples coloniaux à gouverner eux-mêmes leurs pays. On sait qu'en 1960 seulement, 18 pays, avec 85 millions d'habitants, ont accédé à l'indépendance. Et les colonisateurs avaient prétendu, pour chacun de ces pays et pendant de longues années, qu'ils n'étaient pas préparés à l'indépendance.

155. Le Premier Ministre du Tanganyika, qui accèdera encore cette année à l'indépendance, a raconté qu'il y a trois ou quatre ans les autorités anglaises estimaient qu'un délai de 20 à 25 ans pour la "préparation à l'indépendance" de ce territoire avait un caractère "trop révolutionnaire". Il est bon de rappeler ces faits pour faire mieux voir l'hypocrisie des colonisateurs quand ils parlent du manque de préparation des peuples à l'indépendance.

156. Les pays qui se sont libérés du joug colonial ont déjà remporté des succès incontestables sur la voie de leur renaissance nationale et culturelle. Un grand nombre de ces pays, il est vrai, ne sont pas encore entièrement maîtres de leur économie et de leurs richesses naturelles. Mais cela est dû au fait qu'ils ne se sont pas encore libérés de la domination des monopoles impérialistes. Toutefois, ayant accédé à cette nouvelle période de leur évolution, ils ont acquis la possibilité d'extirper les racines économiques du colonialisme. Il est hors de doute qu'ils arriveront finalement à liquider sur leurs territoires les graves conséquences de la domination coloniale sous toutes ses formes.

157. Quelles raisons peut-on invoquer pour priver du droit à une évolution nationale indépendante les pays qui se trouvent encore sous le joug des puissances coloniales? Le niveau d'évolution de ces pays est-il inférieur à celui des pays qui ont déjà accédé à l'indépendance? La Déclaration interdit d'invoquer quelque prétexte que ce soit pour retarder l'octroi de l'indépendance et l'Organisation des Nations Unies est tenue de mettre en œuvre avec persévérance ce noble principe, en rejetant toutes les "conditions" et les "réserves" des colonisateurs comme fausses et intéressées.

158. On serait tenté de rappeler les paroles si justes prononcées par l'honorable représentant de Ceylan:

"... il n'y a dans le monde ni territoire ni population qui soit incapable de se gouverner efficacement". [1048ème séance, par. 106.]

Le mythe de la nécessité d'une préparation à l'indépendance, comme il l'a souligné avec justesse, est non seulement erroné, mais aussi "moralement inadmissible".

159. Les partisans de ce mythe ne demandent pas mieux que de masquer leur défense du colonialisme par des considérations "pratiques". Ils sont, voyez-vous, contre les "appels collectifs à l'indépendance".

Ils sont en faveur d'une "étude rationnelle" du problème colonial et contre la propagande, etc. Donnez-leur le temps nécessaire, ne serait-ce encore qu'une ou deux décennies, et ils prépareront, en puisant dans la population indigène, des personnalités qualifiées comme premiers ministres, comme ministres, comme fonctionnaires, comme instituteurs et comme médecins, et après, à les en croire, ils abandonneront les pays soumis à leur pouvoir.

160. Mais qui croirait à des contes pareils? Les enfants eux-mêmes, bien qu'ils aiment les contes de fées, protestent toujours à leur manière quand le loup du "Chaperon rouge", ayant dévoré la grand-mère et pris sa place dans son lit, s'efforce de contrefaire la voix de sa victime.

161. Qui pourrait croire que les colonisateurs portugais, belges, hollandais et autres se préoccupent de la préparation des classes intellectuelles de la population indigène? Où l'a-t-on vu? En Algérie? En Angola? En Rhodésie? Au Sud-Ouest africain?

162. Chacun sait que tous les pays coloniaux, sans exception, qui sont parvenus à obtenir l'indépendance, se sont heurtés, en premier lieu, au problème de l'analphabétisme des masses et de l'insuffisance des cadres nationaux. Et ce n'est qu'après avoir chassé les colonisateurs qu'ils ont disposé pratiquement de grandes possibilités pour réussir rapidement à liquider l'analphabétisme et pour préparer des cadres nationaux. Ces pays, en deux ou trois ans, sont parvenus dans ce domaine à des résultats qui n'avaient pu être atteints pendant les siècles de domination coloniale.

163. Il convient de faire remarquer que jadis les autorités coloniales considéraient déjà comme avantageux pour elles de tirer parti de certains individus de la population indigène, en leur donnant une formation de fonctionnaires, d'employés de bureau pour leurs entreprises, etc. Mais, si elles le faisaient et continuent de le faire, c'est tout d'abord dans leur propre intérêt, en tenant compte de considérations purement mercantiles. Les fonctionnaires et les employés de bureau, formés sur place, leur reviennent moins cher que ceux qu'on fait venir de la métropole. Toutefois, il est de règle que l'accès aux postes élevés soit fermé aux représentants de la population indigène. Partout il leur est interdit d'avoir une activité politique. Vous pouvez trouver des indications sur ce "système de préparation des cadres" — si je puis dire — dans les rapports du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes et dans ceux du Conseil de tutelle, soumis à l'Assemblée générale.

164. Pour éviter d'être accusé de faire de la propagande, je me référerai exclusivement aux documents de l'Organisation des Nations Unies. Le rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes [A/4785] contient des données caractéristiques, fournies par le Gouvernement britannique, sur la préparation et la formation de cadres administratifs et techniques autochtones. Les Britanniques ont institué, l'an dernier, des cours spéciaux pour la formation des cadres. Qui préparent-ils? Il suffit de jeter un coup d'œil sur le tableau donné en appendice à l'une des annexes au rapport et tout devient clair. Tout d'abord, ils forment des agents de police et des agents des services pénitentiaires. Les cours sont suivis par 340 futurs agents de police et des services pénitentiaires et par 70 futurs instituteurs seulement. Pour l'Ouganda, par exemple, les

Britanniques forment 49 agents de police et des services pénitentiaires, et tout juste trois instituteurs et deux médecins. Des Bermudes, 19 étudiants sont venus suivre les cours; 16 d'entre eux retourneront dans leur pays en qualité d'agents de police ou d'agents des services pénitentiaires. De l'avis des Britanniques, on n'a pas besoin aux Bermudes de médecins ni d'instituteurs.

165. Voilà donc comment se présente en réalité la préparation des cadres d'après les données fournies par les autorités britanniques elles-mêmes. Ce qui les intéresse, ce sont les cadres qui les aident à maintenir le régime d'oppression.

166. Dans un autre document des Nations Unies, le rapport du Comité du Sud-Ouest africain [A/4926], on cite la déclaration du Ministre des affaires indigènes de la République sud-africaine. Il affirme que c'est faute de perspicacité que l'on avait donné aux élèves africains un régime scolaire sur le modèle européen, ce qui les induisait en erreur quant à la place qu'ils pourraient occuper dans la collectivité.

167. Telle est la déclaration d'un membre du gouvernement qui applique ouvertement la politique de l'apartheid. Mais une telle politique n'est pas appliquée seulement dans la République sud-africaine. Au cours du débat à l'Assemblée et aux comités des Nations Unies, on a souvent fait voir que la politique de discrimination raciale est appliquée également en Rhodésie du Nord, au Nyassaland et dans les colonies portugaises. Le colonialisme ne peut exister sans discrimination raciale.

168. L'un des arguments invoqués par les partisans du colonialisme est le suivant: ils prétendent que les pays qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance manquent de stabilité politique, d'unité ethnique et qu'il n'y a pas d'entente entre les partis et leurs dirigeants. Mais nul n'ignore que ce sont les colonisateurs eux-mêmes qui provoquent des discordes intestines et des oppositions entre les tribus et les partis et affaiblissent ainsi le front national commun de lutte, afin de rester maîtres de la situation et d'être à la fois juges et bourreaux.

169. Les événements au Ruanda-Urundi peuvent servir d'exemples probants d'une telle tactique. Les autorités belges excitent les unes contre les autres les tribus, provoquent des querelles intestines et les utilisent elles-mêmes comme prétextes pour exercer une justice sommaire contre les forces patriotiques du pays. Grâce aux lois d'exception, à l'armée et à la police, les Belges empêchent les forces patriotiques du Ruanda-Urundi de se raffermir sur une base nationale commune et justifient hypocritement leur présence dans le pays par l'absence de "l'ordre et la paix" nécessaires.

170. Mais peut-on s'attendre à "l'ordre et la paix" de la part des colonisateurs belges, armés jusqu'aux dents et qui, profitant du régime dit de tutelle, ont pratiquement occupé le pays?

171. En invoquant la nécessité d'une "stabilité politique", comme condition préalable à l'octroi de l'indépendance, le représentant des Etats-Unis a rappelé la "leçon du Congo". Quelques autres représentants des puissances coloniales ont fait de même. A leur point de vue, il n'y avait pas à se hâter d'accorder l'indépendance à ce pays. Mais les représentants de la République du Congo ont maintes fois protesté à l'Assemblée générale, au Conseil de sécurité et dans les commissions contre de telles allégations, en rap-

pelant aux personnes de courte mémoire que la crise du Congo a été provoquée non par l'octroi de l'indépendance à ce pays, mais par l'ingérence agressive des puissances coloniales dans les affaires intérieures du peuple congolais.

172. Si ces puissances, et avant tout la Belgique, le Royaume-Uni, la France et les Etats-Unis, n'étaient pas intervenues dans les affaires du peuple congolais et avaient fait enfin cesser la querelle intestine au sujet des richesses naturelles du Katanga, le peuple congolais aurait réussi depuis longtemps déjà à en finir avec les séparatistes katangais et à rétablir l'ordre chez lui. Les documents soumis à l'Assemblée générale à la suite de l'enquête sur les circonstances de la mort du Premier Ministre de la République du Congo, Patrice Lumumba, et de ses collaborateurs ont confirmé une fois de plus que ce forfait pèse sur la conscience des colonisateurs et de leurs mercenaires. Ils ne reculent encore maintenant devant aucun moyen pour essayer d'empêcher l'unité nationale du pays et la création d'un gouvernement stable et authentiquement national.

173. A entendre raisonner les représentants des puissances coloniales, déclarant que les pays dépendants, avant de se voir accorder l'indépendance, doivent posséder une "stabilité politique", on serait enclin à demander à ces représentants si leurs propres pays peuvent servir d'exemple dans ce domaine.

174. Faut-il fournir des preuves que n'importe quel pays capitaliste est déchiré par des contradictions antagonistes? N'importe lequel de ces pays est le théâtre de contradictions extrêmement aiguës et implacables entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. L'an dernier seulement, plus de 40 millions de travailleurs de ces pays ont participé à des grèves politiques. Dans tous les pays occidentaux importants, il est un fait caractéristique: la recrudescence du mouvement paysan. Dans tous ces pays, on observe constamment une âpre lutte entre les différents groupes de la bourgeoisie et leurs partis. Une lutte de classes implacable et une mêlée au sein même de la bourgeoisie pour le pouvoir et les profits provoquent l'instabilité des gouvernements de ces Etats et les incitent à tout moment à faire effort pour imposer un régime fasciste, ce qui, à son tour, intensifie et accroît encore la résistance de la classe ouvrière et des masses populaires.

175. Et voilà que les représentants de ces gouvernements qui vivent eux-mêmes comme sur un volcan mettent ici en avant comme conditions pour l'octroi de l'indépendance aux pays coloniaux l'établissement de la stabilité politique, l'entente entre les partis et les dirigeants des pays dépendants, etc. Il est difficile de concevoir une plus grande hypocrisie que des "conditions" comme celles-là.

176. Si les puissances coloniales se souciaient véritablement de voir s'instaurer une stabilité politique dans les pays dépendants, elles ne se seraient pas mises à soulever des objections au projet de résolution de l'Union soviétique [A/L.355] qui propose, afin de donner suite à la Déclaration, les mesures suivantes: premièrement, a) "permettre à la population autochtone de jouir véritablement de tous les droits et libertés démocratiques ..."; deuxièmement, "... abroger toutes les lois et dispositions tolérant la discrimination raciale et toutes les interdictions ou restrictions frappant l'activité des partis politiques, des syndicats et des organisations sociales

autochtones, et proclamer une amnistie inconditionnelle en faveur de tous les détenus politiques."

177. Le projet de résolution de l'Union soviétique propose d'organiser l'élection au suffrage universel d'organes de gouvernement et de créer ainsi des institutions nationales véritablement démocratiques, de leur transférer tous les pouvoirs et de mettre fin à l'activité de tous les organes de l'administration coloniale.

178. Qu'est-ce qui empêche les puissances coloniales d'accepter ces propositions et d'accorder ainsi leur appui aux réformes démocratiques d'un caractère général qui expriment directement les buts indiqués dans la Déclaration? On a dit ici qu'avant de transmettre le pouvoir aux mains du peuple il fallait procéder à une longue "préparation constitutionnelle" et que cette préparation devait incontestablement être effectuée par les autorités administrantes elles-mêmes.

179. Toutefois, l'expérience a démontré que les puissances coloniales cherchent à imposer aux pays dépendants des constitutions qui, en réalité, ne font que consolider l'ordre établi par le régime colonial et entravent la formation d'organes du pouvoir véritablement nationaux.

180. Ainsi, par exemple, les constitutions imposées par les Britanniques au Kenya, à la Rhodésie du Nord et au Nyassaland ont pour but de renforcer la situation dominante et privilégiée de la minorité britannique qui vit dans ces pays. Selon la constitution imposée au Kenya, tout le pouvoir continue à reposer entre les mains du gouverneur britannique. Les Européens élisent à ce qu'on appelle le Conseil législatif un représentant pour 5 000 habitants, alors que la population indigène a un représentant pour 130 000 électeurs. En Rhodésie, la loi électorale exclut de la participation aux élections la presque totalité de la population autochtone.

181. Enfin, je voudrais mentionner encore une tentative faite en vue d'inciter l'Assemblée générale à se départir de la résolution adoptée sur la liquidation immédiate du colonialisme. On propose à cette fin d'établir des délais pour l'octroi de l'indépendance à des pays pris séparément, délais qui dépendraient de l'accord, pour chaque cas d'espèce, de l'autorité administrante, de ses plans et de ses désirs. Les auteurs de cette proposition veulent, encore une fois, se faire passer, à leurs dires, pour des gens "pratiques" et "réalistes". Il est possible, après tout, qu'ils croient réellement à ce qu'ils disent. Mais l'Assemblée générale ne peut pas se laisser guider par des illusions. L'expérience a démontré que la libération du joug du colonialisme ne peut être obtenue qu'à la suite d'une lutte des peuples pour leur indépendance. Les colonisateurs ne s'en vont que lorsqu'ils sont convaincus que cela est indispensable afin de ne pas être honteusement chassés du pays. Comme l'a dit de façon imagée le chef du Gouvernement soviétique, "les colonisateurs les plus prévoyants réussissent à partir cinq minutes avant d'y être forcés à grands coups de pied, pour employer un langage familier".

182. Est-il possible, en général, de parler à cette époque de l'administration des pays coloniaux dans le sens que donnent à ces mots les colonisateurs? Existe-t-il en réalité, un "système de gouvernement" par exemple en Angola? Non, en Angola on ne gouverne pas la population indigène, on l'extermine. Peut-on

parler d'un "système de gouvernement" en Algérie? Non, c'est la huitième année déjà que sévit un régime d'extermination de la population algérienne. Peut-on appeler "système de gouvernement" le régime de contrôle policier, de cantonnement dans des réserves et de discrimination raciale appliqué au Sud-Ouest africain? Evidemment non, c'est un régime d'oppression et de terreur. Les puissances coloniales parlent d'un "régime de gouvernement" pour masquer un régime d'oppression et de terreur. Elles exterminent la population autochtone, rassemblent la population indigène dans des réserves et des camps de concentration, tuent et emprisonnent les dirigeants nationaux et corrompent ceux qui ne font pas preuve d'une fermeté suffisante pour défendre les intérêts de leur peuple.

183. Imaginez-vous qu'un beau jour — et ce jour arrivera inévitablement — les pays impérialistes soient privés de leurs bases militaires, de leurs porte-avions, de leurs bombardiers et avions de chasse, des bombes au napalm et autres; que restera-t-il alors du système de gouvernement colonial? Absolument rien! Ce système est usé, il est mort. Sous la pression du mouvement de libération nationale, le système colonial s'est en fait écroulé.

184. Que diraient de l'Organisation des Nations Unies les peuples opprimés si elle emboîtait le pas à ceux qui recommandent de faire dépendre la question des délais pour l'octroi de l'indépendance de la décision des autorités administrantes, autrement dit des colonisateurs eux-mêmes?

185. Au moment où a été déposé le projet de résolution de la Nigéria [A/L.357], nous avons appris que les autorités administrantes britanniques n'envisageaient pas la liquidation totale du colonialisme en Afrique avant une dizaine d'années. Des plans identiques sont établis par les autorités administrantes australiennes et par d'autres puissances coloniales.

186. Mais y a-t-il sur notre planète des peuples qui consentiraient à attendre 10 ans l'octroi de la liberté et de l'indépendance? Les puissances coloniales se servent d'un calendrier à leur guise. Si l'on s'y conformait, les peuples coloniaux devraient attendre encore de longues années avant d'être libérés. Mais les peuples opprimés ne veulent pas vivre et ne vivront pas en s'en tenant à ce calendrier des colonisateurs.

187. Il n'y a pas motif de se faire des illusions au sujet des autorités administrantes. Après l'institution du mécanisme de contrôle de la mise en œuvre de la Déclaration, des négociations avec ces autorités pourront avoir lieu, mais ces pourparlers ne devront concerner que la liquidation totale, immédiate et absolue du colonialisme. Il ne devra pas y être question de prolonger la durée de ce système que les peuples tiennent pour honteux et odieux.

188. La Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux exige la liquidation immédiate et inconditionnelle du colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et les puissances coloniales doivent se soumettre sans réserve à cette exigence. C'est à cette fin que la délégation de l'Union soviétique, dans son projet de résolution, propose de réaliser la liquidation définitive du colonialisme à la fin de 1962 au plus tard. Cette proposition fait directement suite à la Déclaration.

189. Au cours des débats à la présente session, on a exprimé la crainte que la liquidation des restes du système colonial en une année ne risque de provoquer une "aggravation", des "conflits", le "chaos", etc. Est-il possible de prêter l'oreille à des craintes pareilles? Nous proposons d'en finir avec le colonialisme en 1962. Cela signifie que, d'ici un an, les colonisateurs devront quitter l'Angola, l'Algérie, le Sud-Ouest africain, le Kenya, le Ruanda-Urundi et d'autres pays où coule à flots le sang des combattants pour la libération, où pas une journée ne se passe sans que l'on persécute et que l'on tue des femmes, enfants et vieillards innocents.

190. En réponse à cela nous entendons des avertissements: "C'est dangereux", "Cela peut provoquer une aggravation et le chaos". En même temps, certains représentants des puissances coloniales, faute de tout argument, font valoir des soupçons et disent que notre proposition est dictée par le désir de maintenir la guerre froide. Etrange logique!

191. Il en ressort que les guerres coloniales qui sont menées actuellement dans le monde sont presque une manifestation de l'ordre et que, si l'on exige de les faire cesser immédiatement et d'accorder la liberté et l'indépendance aux peuples, c'est là une manifestation de la guerre froide. Voyez jusqu'à quelle absurdité peuvent en arriver les défenseurs du colonialisme!

192. On pourra dire que les délégations qui se prononcent en faveur d'un délai de 10 ans ou plus pour la liquidation du colonialisme n'ont pas en vue une prolongation des guerres coloniales. Mais que proposent-elles alors pour mettre fin aux guerres coloniales, à la terreur et à la répression qui sévissent actuellement dans les pays coloniaux et dépendants? Il n'est pas possible de supposer que, pendant ce délai de 10 ans que l'on propose d'accorder aux colonisateurs pour le règlement de leurs affaires, ils vont adopter aux colonies une attitude paisible et pacifique et vont cesser de tuer et de persécuter la population autochtone.

193. L'expérience vécue nous apprend que le colonialisme, qui est sur son déclin et vit ses derniers jours, devient de plus en plus cruel et impitoyable dans la répression du mouvement de libération nationale, en s'efforçant de se maintenir le plus longtemps possible dans les pays soumis à l'exploitation et au pillage.

194. Une inquiétude particulière est provoquée par le fait que les colonisateurs qui réagissent contre une liquidation immédiate du colonialisme continuent en même temps de prendre des mesures de guerre dirigées contre les peuples qui luttent pour leur libération ou ceux qui ont déjà accédé à l'indépendance. Nous avons en vue, en particulier, les préparatifs qui sont effectués aux Etats-Unis en vue de ce que l'on appelle des guerres limitées. Nous pensons également à l'entraînement renforcé des unités, dites spéciales, destinées, conformément à des communications officielles, à des guerres nécessitant l'application de "méthodes extraordinaires". Ce qu'on entend par "méthodes extraordinaires" ressort clairement de l'exemple d'intervention à Cuba, qui a ignominieusement échoué, et du soutien accordé aux rebelles en Indonésie. On sait que des détachements spéciaux américains sont expédiés en ce moment au Viet-Nam du Sud et dans d'autres régions.

195. L'Assemblée générale se doit de condamner catégoriquement de pareils agissements, dirigés contre les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et qui menacent la paix et la sécurité de tous les peuples.

196. La délégation de l'Union soviétique propose, dans son projet de résolution, de retirer des pays dépendants toutes les troupes des puissances administrantes et de liquider intégralement les bases militaires étrangères dans les territoires sous tutelle et les autres territoires non autonomes.

197. Le représentant des Etats-Unis a vu dans cette proposition le désir de l'Union soviétique d'affaiblir la défense de son pays et des autres pays membres de l'OTAN. Qui pourrait croire, Messieurs, à la nécessité d'une base militaire à la Jamaïque pour la défense de Washington et de bases militaires au Kenya pour la défense de Londres? La presse américaine est plus sincère que les représentants des Etats-Unis à l'Organisation des Nations Unies et elle ne dissimule pas le fait que de telles bases militaires ne jouent évidemment aucun rôle dans la défense de ce que l'on nomme le monde occidental et qu'elles sont conçues avant tout pour des buts locaux en liaison avec le maintien de l'influence exercée sur ces territoires des anciens empires coloniaux.

198. Ces bases sont là pour défendre les sources de pétrole, les gisements d'uranium, les plantations de caoutchouc, les mines de cuivre et de pierres précieuses; elles défendent les sphères d'influence des monopoles des pays impérialistes sur des territoires étrangers. Ce sont des points d'appui pour l'impérialisme et le colonialisme. Ces bases sont dirigées contre les pays coloniaux et les Etats sous-développés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

199. Soit dit en passant, ces bases n'ont jamais été utilisées pour les fins que leur attribue le représentant des Etats-Unis, mais elles ont été maintes fois utilisées et elles sont utilisées actuellement comme moyens de menace et de répression envers les peuples qui mènent leur lutte de libération nationale et pour exercer une pression militaire et politique sur les Etats d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

200. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France conservent ces bases contre la volonté des peuples, en ayant recours à des moyens de pression économique, au chantage, aux menaces, à la corruption, à la propagande anticommuniste et à d'autres procédés caractéristiques de la politique impérialiste.

201. Dans le rapport du Comité du Sud-Ouest africain [A/4926], au paragraphe 77, vous pouvez lire que la République sud-africaine a des bases militaires à Ohopoho, dans le Kaokoveld, à Windhoek et à Walvis Bay.

202. Un pétitionnaire du Sud-Ouest africain, Mburumba Kerina, qui a pris la parole hier, le 23 novembre, à la Quatrième Commission, a déclaré: "Nous savons que la République sud-africaine a besoin des bases militaires pour massacrer les Africains. La propagande anticommuniste, ce n'est qu'un camouflage^{12/}."

203. En ce qui concerne la déclaration sophistiquée du représentant des Etats-Unis, selon laquelle l'Union

soviétique, en se prononçant contre les bases, "se propose d'affaiblir la défense des pays occidentaux", il conviendrait de rappeler que l'Union soviétique poursuit constamment une politique de paix et ne se prépare pas à attaquer qui que ce soit. On sait aussi que l'Union soviétique possède suffisamment d'armes et fusées modernes pour riposter par un coup écrasant aux attaques des agresseurs.

204. Nous ne voulons pas, cependant, minimiser le rôle dangereux des innombrables bases militaires qui servent d'appui armé au colonialisme, qui menacent l'évolution pacifique des Etats qui ont accédé récemment à la liberté et à l'indépendance, et qui sont une menace pour la paix mondiale. L'existence de ces bases empoisonne l'atmosphère internationale. Il ne fait aucun doute que le retrait des forces étrangères et la liquidation des bases militaires dans les pays coloniaux sont les moyens les plus sûrs pour assurer la liquidation pacifique du colonialisme sans effusion de sang et sans victimes inutiles. Et si vous êtes sincères, Messieurs les représentants des puissances coloniales, en parlant ici de votre volonté de résoudre le problème colonial par des moyens pacifiques, il faut avant tout que vous retiriez vos forces armées des pays coloniaux et que vous liquidiez vos bases militaires. Ce serait la meilleure preuve de vos intentions pacifiques dans la liquidation du système colonial. Ces mesures pourraient contribuer grandement à atténuer la tension internationale, à assurer la paix et à consolider la sécurité des peuples.

205. La délégation de l'Union soviétique note avec satisfaction que la majorité des délégations ont appuyé le projet de résolution [A/L.355], proposant la création d'une commission spéciale ou d'un comité spécial pour la surveillance et le contrôle de l'application, dans toutes les colonies, les territoires sous tutelle et les territoires non autonomes, de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

206. La délégation de l'Union soviétique exprime l'espoir que ladite commission comprendra les représentants des Etats qui connaissent d'expérience le colonialisme du fait qu'ils ont supporté eux-mêmes le poids du joug colonial et qui savent ce que représentent la lutte contre le colonialisme et l'édification d'Etats nationaux indépendants.

207. La détermination des pleins pouvoirs de la commission mérite une attention particulière. A notre avis, la commission spéciale des Nations Unies, créée en vue de parvenir à mettre complètement en œuvre les dispositions de la Déclaration, devrait disposer de pouvoirs suffisamment étendus pour avoir une activité efficace. La commission ne devra pas se contenter d'informations que les puissances coloniales consentiront à lui fournir. Elle doit disposer du droit d'inspection et du droit d'envoyer des missions itinérantes dans n'importe quel territoire non autonome.

208. Les peuples qui luttent pour leur liberté et leur indépendance doivent considérer la commission spéciale comme un défenseur sincère et fidèle et qui aura toujours sans cesse en vue leurs intérêts. Mais ces peuples ne pourront avoir confiance en la commission que si elle est composée de partisans convaincus de la Déclaration, qui concentreront tous leurs efforts à réaliser complètement la noble tâche de la liquidation immédiate du colonialisme, sans chercher de compromis avec les colonisateurs.

^{12/} Cette déclaration a été faite à la 1222^{ème} séance de la Quatrième Commission, dont le compte rendu officiel n'a été publié que sous forme de compte rendu analytique.

209. Je voudrais maintenant commenter en deux mots l'intervention du représentant de l'Italie. Il a parlé ici et de la Place Rouge et du XXIIème Congrès de notre parti. J'ai été délégué à ce congrès et je pourrais parler longuement de ses travaux et des décisions qui ont été prises. Je le dis en passant, toute la documentation du Congrès a été ouvertement et abondamment reproduite par la presse. En ce qui concerne les raisonnements du représentant de l'Italie, comme dans le dicton russe "il ne le sait que par ouï-dire". S'il avait voulu être réellement renseigné sur l'Union soviétique, il aurait mieux valu qu'il demande audience à son premier ministre ou à son ministre des affaires étrangères qui se sont rendus récemment en Union soviétique, dans le cadre d'une visite amicale. Ils auraient pu lui fournir des renseignements vraiment exacts et intéressants au sujet de notre pays. Nous sommes très heureux qu'à la suite de ce voyage les relations se soient améliorées et continuent à s'améliorer entre l'Union soviétique et l'Italie. L'intervention du représentant de l'Italie, fondée sur des "on-dit", ne peut du reste porter atteinte à ces relations.

210. Il convient de relever une remarque très dangereuse dans l'intervention du représentant de l'Italie. Il a exprimé sa satisfaction des mesures prétendument prévues et qui sont en voie d'exécution par le Portugal en Angola. Il a dit son espoir que l'année prochaine ces mesures seraient encore amplifiées. Ces raisonnements provoquent de l'inquiétude. Au cours de cette année, le Portugal, grâce à l'aide des pays de l'OTAN et grâce aux armements de l'OTAN, a exterminé 50 000 Angolais sans défense. A quoi s'attend l'année prochaine, de la part du Portugal, le représentant de l'Italie, si l'Organisation des Nations Unies ne prend pas des mesures énergiques pour la liquidation du joug colonial en Angola?

211. Le représentant de l'Italie a dit qu'il admirait l'audace des représentants des pays socialistes quand ils parlent de la liquidation du colonialisme. Nous avons des raisons de parler crânement, nous avons la conscience nette. Il ne nous reste qu'à nous étonner de la couardise, de la duplicité et de l'esprit de compromis des représentants des pays de l'OTAN, quand ils évoquent les événements d'Angola, d'Algérie et d'autres régions du monde. La tendance aux compromis est en partie compréhensible. Le fait est que presque tous les pays de l'OTAN sont des puissances coloniales et ceux qui ne sont pas des puissances coloniales mais qui sont membres de l'OTAN sont tout bonnement tombés en mauvaise compagnie et sont contraints de leur emboîter le pas.

212. Je voudrais également profiter de cette occasion pour dire quelques mots de l'intervention du représentant du Royaume-Uni. Il est monté plusieurs fois à cette tribune pour défendre le colonialisme britannique. Il a déclaré être fier de l'histoire coloniale de son pays. Inutile de discuter là-dessus. Rendons à chacun son dû. Les Indiens sont fiers de s'être débarrassés du régime colonial et les colonisateurs britanniques sont fiers d'avoir opprimé pendant des siècles les peuples de l'Inde et ceux de bien d'autres pays et de continuer jusqu'à présent d'opprimer encore près de 35 millions de personnes.

213. Mais, puisqu'on vient d'aborder l'histoire de l'impérialisme britannique, il vaudrait la peine de rappeler certains faits. On sait, par exemple, qu'en un siècle 2 130 000 esclaves ont été expédiés d'Afrique aux colonies britanniques d'Amérique. Les commer-

cants britanniques gagnaient des fortunes et se voyaient honorés dans leur pays grâce à la traite des esclaves. Ce sont des faits que le représentant du Royaume-Uni peut trouver dans l'ouvrage de son compatriote Ingram, publié à Londres en 1895 déjà.

214. Les représentants du Royaume-Uni nous disent ici que leur pays se serait efforcé d'amener les peuples coloniaux à l'indépendance et qu'ils en sont fiers. Mais on voudrait leur rappeler que les colonisateurs britanniques ont commencé par priver de liberté et d'indépendance des peuples constitués en Etats et qu'ils ont freiné pendant des dizaines d'années l'évolution de ces pays et de ces peuples et qu'aujourd'hui, quand on les chasse avec haine, ils exigent presque de la reconnaissance et cherchent même à en tirer profit sur le plan politique.

215. On pourrait rappeler au représentant britannique que toute l'histoire de l'administration des colonies par le Royaume-Uni, histoire dont il est fier, n'est qu'une suite de guerres coloniales, d'expéditions punitives et de répressions en masse. Pendant bien des années, le Royaume-Uni a mené des guerres contre les peuples de l'Inde, de la Birmanie, de l'Afghanistan, de la Chine, de l'Egypte, de la Nigéria, du Ghana, du Kenya, de la Rhodésie et de beaucoup d'autres pays. Il serait peut-être plus facile d'énumérer les pays contre lesquels le Royaume-Uni n'a pas mené de guerres que de continuer la liste des pays et des peuples qui ont dû subir les attaques et massacres perpétrés par les forces armées des colonisateurs britanniques. Le Royaume-Uni continue encore maintenant à mener des opérations dans ses colonies africaines. Ses bombardiers bombardent les villes et villages de l'Oman et ses forces navales menacent aussi d'autres pays arabes.

216. Ces guerres ont causé aux peuples des calamités innombrables et leur ont coûté d'innombrables victimes. Il est impossible de prendre son parti de ces essais d'embellir et de justifier l'histoire sanglante de l'impérialisme britannique, comme au reste de tout autre impérialisme. Le représentant du Royaume-Uni a cité ici des textes de tout genre afin de prouver que les colonisateurs britanniques n'étaient aucunement des colonisateurs et qu'ils ont comblé de bienfaits l'Inde, le Ghana, la Nigéria et d'autres pays.

217. Permettez-moi de citer de même un ou deux textes provenant de sources dont l'authenticité et l'objectivité ne peuvent être mises en doute. Je voudrais me référer à l'autobiographie de M. Nehru, dont nous avons récemment eu l'honneur d'entendre une déclaration à l'Assemblée. Dans son livre, M. Nehru rend hommage au peuple britannique, dont les facultés sont également hautement appréciées par le peuple soviétique. Mais, à côté de cela, l'ouvrage de M. Nehru contient un certain nombre d'appréciations frappantes et profondes sur le colonialisme britannique qu'il considère comme inhumain et comme très hypocrite.

218. Voici ce que dit dans son livre M. Nehru:

"Je déteste l'impérialisme britannique et je lui tiens rigueur de s'être imposé à l'Inde. Je déteste le système capitaliste. J'ai une aversion particulière et du ressentiment pour la façon dont l'Inde est exploitée par les classes dirigeantes britanniques. Mais je ne considère pas l'Angleterre ou le peuple anglais dans son ensemble comme responsables de cet état de choses.

"...

"Mais, si les Anglais viennent ici comme des tigres, ils ne doivent pas s'attendre à de l'amitié ou à la coopération. Le tigre de l'impérialisme ne rencontrera que la plus acharnée des oppositions et aujourd'hui notre pays doit faire face à cet animal féroce. On peut apprivoiser le tigre sauvage de la forêt et, en le cajolant, lui faire perdre sa férocité innée, mais il n'y a aucune possibilité d'apprivoiser le capitalisme ou l'impérialisme.

"... la liberté et l'impérialisme britannique sont incompatibles et ni la loi martiale, ni tous les procédés mielleux du monde ne pourront jamais les rendre compatibles ni les rapprocher l'un de l'autre^{13/}."

219. Je m'excuse auprès des interprètes de les obliger à traduire du russe en anglais ce qui a été écrit en anglais.

220. Ces considérations nécessitent-elles des commentaires? Le temps ne leur a fait perdre ni leur force ni leur actualité. Je me permets de me référer aussi au testament du grand Rabindranath Tagore, dont le centième anniversaire de la naissance a été fêté l'année dernière avec un tel respect par toute l'humanité progressiste:

"Le jour viendra ou, par la force du destin, les Anglais seront contraints à renoncer à leur colonie indienne. Mais en quel état laisseront-ils l'Inde en partant, dans quel état de misère révoltante! Quand le torrent des siècles de domination britannique se sera enfin desséché, que de boue et de vase il restera dans son lit! Je croyais autrefois que les sources de la civilisation jailliraient du cœur de l'Europe, mais aujourd'hui, quand je me prépare à quitter ce monde, il ne me reste plus trace de cette croyance."

221. Nous n'aurions pas commencé à rappeler l'histoire et la littérature concernant le colonialisme si nous n'y avions pas été poussés par le représentant du Royaume-Uni qui a déclaré être fier de l'histoire coloniale du Royaume-Uni. Il n'y a pas de quoi en être fier!

222. Nous terminons aujourd'hui la discussion générale sur la question coloniale et nous sommes appelés à prendre une décision.

223. Le projet de résolution de l'Union soviétique prévoit des mesures dont l'adoption à la présente session garantirait une mise en œuvre totale et absolue de la Déclaration au cours de l'année qui vient. Notre proposition s'inspire du désir de mettre fin le plus rapidement possible au honteux système colonial qui a entraîné et qui entraîne encore toujours tellement de calamités et de malheurs pour les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. De plus, la délégation de l'Union soviétique s'inspire de la conviction qu'une liquidation immédiate des vestiges du colonialisme consolidera la paix et la sécurité des peuples et assainira l'ensemble de l'atmosphère internationale.

224. L'adoption, au cours de la présente session, de la proposition concernant la création d'une commission spéciale ou d'un comité spécial pour la surveillance de l'application de la Déclaration permettra de

placer la liquidation du colonialisme sous un contrôle international rigoureux et sans relâche.

225. Nous sommes heureux de constater que l'idée d'un tel contrôle et de la création d'un comité spécial à cette fin figure également dans le projet de résolution présenté par le groupe africain-asiatique [A/L.366 et Add.1 à 3]. Tout en notant avec satisfaction que ce projet est fondé sur les principes et les buts énoncés dans la Déclaration, nous devons toutefois attirer l'attention sur certaines faiblesses du texte, dues non seulement à ce qu'il ne fixe pas de délai pour la liquidation du colonialisme, mais aussi à ce qu'il ne contient pas de mesures concrètes garantissant la liquidation du colonialisme. Ces mesures figurent justement dans le projet de résolution de l'Union soviétique.

226. La délégation de l'Union soviétique, pour les raisons exposées plus haut, s'oppose de façon catégorique à la proposition de la Nigéria tendant à étendre le délai de liquidation du colonialisme jusqu'à l'année 1970 et elle votera contre cette proposition.

227. En ce qui concerne le projet de résolution au sujet de l'Irian occidental [A/L.354], la délégation de l'Union soviétique a déjà eu la possibilité de déclarer nettement que l'Union soviétique appuyait sans réserve l'attitude de l'Indonésie et ses droits naturels et légitimes à ce territoire indonésien. La délégation de l'Union soviétique votera contre le projet de résolution déposé par les Pays-Bas qui cherchent à prolonger sous une nouvelle forme leur domination sur l'Irian occidental.

228. Notre délégation exprime l'espoir que l'Assemblée générale prendra une décision qui garantira l'application complète et immédiate de la Déclaration historique adoptée par la quinzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies et qui permettra de mener à bonne fin la noble cause de la libération des peuples du joug colonial et de la dépendance.

229. Le PRESIDENT: La parole est au représentant de la Mauritanie, qui désire exercer son droit de réponse.

230. M. SOULEYMANE Ould Cheikh Sidya (Mauritanie): Je serai très bref, pour la bonne raison qu'il n'est nullement dans mes intentions d'engager une polémique. Je tiens simplement à protester avec la dernière énergie contre les allégations ignobles et abjectes qui viennent d'être prononcées à l'endroit de mon pays par le représentant de S. M. le Roi du Maroc, ou plus exactement par le porte-parole d'Allal el Fassi.

231. Je ne m'appesantirai pas sur des procédés oratoires maintenant bien connus. Je dirai simplement au représentant de Sa Majesté qu'il n'a pas atteint son but, qu'il a été incapable d'emporter notre conviction.

232. La République islamique de Mauritanie n'a aucune leçon à recevoir d'une monarchie absolue où se débat dans la misère et le despotisme un peuple qui fera bientôt entendre sa voix. Ce n'est pas en faisant des discours pathétiques, ici et ailleurs, que le Gouvernement marocain fera œuvre constructive. En tout cas, nous le proclamons bien haut, nous n'avons rien à apprendre du Royaume anachronique du Maroc. La monarchie marocaine n'a aucune leçon à donner à une république née de l'autodétermination et qui est dirigée par un gouvernement démocratique s'appuyant sur la volonté populaire et non, comme le Maroc, par une clique de bourgeois et de féodaux qui sucent le

^{13/} Jawaharlal Nehru, *Toward Freedom?*, New York, the John Day Company, p. 266 et 267.

sang du peuple et ne se maintiennent que par la prohibition et la démagogie.

233. Pour terminer, Monsieur le représentant de Sa Majesté, ou plus exactement, je le répète, Monsieur le porte-parole d'Allal el Fassi, que d'éloquence! Mais cette éloquence, faites-la donc chez vous et laissez les autres en paix. Pensez aux maux de votre peuple et à ce qui vous attend!

234. Le PRESIDENT: Je donne la parole au représentant de la Tchécoslovaquie, qui désire exercer son droit de réponse.

235. M. KURKA (Tchécoslovaquie) [traduit du russe]: Monsieur le Président, je vous suis très obligé de m'avoir autorisé à exercer mon droit de réponse et de m'avoir donné la parole à une heure aussi tardive. La discussion générale est déjà terminée, semble-t-il, mais je voudrais dire quelques mots au sujet des interventions des représentants des Etats-Unis [1061ème séance] et du Royaume-Uni [1056ème séance], faites au cours de la discussion générale.

236. Je n'ai pas trouvé nécessaire de répondre à ces représentants immédiatement après leurs interventions, car je n'entendais pas les aider à détourner l'attention de l'Assemblée générale de la question dont elle est saisie.

237. A notre 1061ème séance, le représentant des Etats-Unis, M. Bingham, a déploré qu'à l'Organisation des Nations Unies certains Etats Membres critiquent sans arrêt les puissances occidentales en les traitant de colonisateurs et d'ultra-impérialistes, tandis que les critiques de la politique colonisatrice ne se dressent pas contre les pays socialistes.

238. Il est évident que cette attitude peut ne pas être du goût du représentant des Etats-Unis. Il semble qu'il ne puisse pas ou ne veuille pas comprendre qu'au cours d'un débat sur la liquidation du colonialisme des critiques sévères doivent inévitablement être adressées aux puissances coloniales, c'est-à-dire aux puissances occidentales, y compris les Etats-Unis, mais ne doivent l'être en aucun cas, comme l'aurait voulu M. Bingham, aux pays socialistes que tous les peuples qui luttent pour leur liberté et leur indépendance considèrent à juste titre comme les adversaires logiques du colonialisme.

239. En cherchant à remédier à cette situation extrêmement désagréable pour les colonisateurs et à l'améliorer, M. Bingham et son collègue britannique, M. Godber, sont entrés en lice pour la libération des "peuples asservis" d'Europe orientale.

240. Ces messieurs, faute d'argument sérieux pour justifier la prolongation de l'existence des empires coloniaux, cherchent des échappatoires dans les calomnies bien connues et désuètes, selon lesquelles les pays socialistes de l'Europe orientale sont sous la dépendance coloniale de l'URSS, que ce sont des satellites des Soviétiques, etc. M. Godber, représentant de la délégation britannique, a même jugé nécessaire de reprendre ces déclarations devant la Commission politique lors de la discussion sur le désarmement.

241. En dépit du fait que leurs élucubrations calomnieuses ont été déjà maintes fois démenties et n'ont pas produit à l'Assemblée générale l'effet que les inspireurs de ces élucubrations s'étaient efforcés à tout prix de provoquer, les représentants des puissances coloniales ont jugé opportun d'y revenir encore et toujours.

242. Nous ne pouvons nous défaire de l'impression que, pour leurs arguments, ils se laissent guider par le principe douteux mis en circulation par le chef de la propagande nazie, feu Goebbels, à savoir qu' "un mensonge répété 100 fois devient une vérité". Cependant, le sort de l'auteur de ce principe a démontré qu'il était entièrement faux, ce que prouvent également les résultats des efforts faits par des représentants des puissances coloniales pour, d'une part, se faire passer pour des adversaires du colonialisme et pour des champions de la liberté des peuples coloniaux asservis et exploités, et, d'autre part, pour parler d'un certain colonialisme des pays socialistes.

243. Les faits sont certes chose réfractaire. On ne peut les esquiver et il est absolument impossible de les démentir par un flot d'attaques calomnieuses et d'élucubrations provocatrices. Ce n'est pas par hasard que les représentants des puissances coloniales attaquent précisément les pays socialistes, car ils voient en eux à juste titre des adversaires résolus du colonialisme et un rempart solide pour tous les peuples qui luttent pour leur liberté et leur indépendance.

244. En s'efforçant en vain de détourner l'attention de l'Assemblée générale d'un examen logique du problème éminemment important et urgent de la liquidation définitive de tout le système d'esclavage colonial, les représentants des puissances coloniales, notamment ceux des Etats-Unis et du Royaume-Uni, ont eu recours à leur thème préféré, le souci hypocrite de la liberté des pays d'Europe orientale, qu'ils se plaisent à appeler ici des colonies de l'Union soviétique.

245. En tant que représentant de l'un de ces pays d'Europe orientale, la République socialiste tchécoslovaque, qui est l'un des membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies et avec laquelle, entre autres, les Etats-Unis et le Royaume-Uni entretiennent des relations diplomatiques normales, je voudrais faire à ce propos quelques observations.

246. Les puissances impérialistes n'arrivent pas à prendre leur parti du fait que le peuple de la Tchécoslovaquie et les peuples des autres pays socialistes de cette partie du monde se sont engagés dans la voie d'une évolution démocratique véritable et libre. Leur bête noire, c'est l'idée qu'à la suite des pénibles expériences du passé les peuples de ces pays, après s'être débarrassés de leurs "défenseurs" occidentaux et dans leur effort d'assurer leur liberté et leur indépendance, se sont vus contraints à ne compter que sur leurs propres forces, sur les amitiés et alliances mutuelles et, avant tout, sur l'amitié solide, l'alliance et la collaboration étroite de l'Union soviétique.

247. Il faut beaucoup d'audace au représentant du Royaume-Uni, d'un Etat qui en septembre 1938, dans l'intérêt de ses propres plans impérialistes, a sacrifié sans hésitation, je le répète, sans hésitation, à Munich, l'indépendance de la Tchécoslovaquie, il faut beaucoup d'audace au représentant de ce pays pour prêcher aujourd'hui aux Etats d'Europe orientale, y compris la Tchécoslovaquie, la liberté et l'indépendance. Munich, Messieurs, c'est la terrible contrepartie que nous avons payée pour notre alliance avec les prétendues "démocraties occidentales". Mais, en même temps, cela nous a servi de dure leçon, nous apprenons la valeur que représentent pour les Etats impérialistes la liberté et l'indépendance des autres pays.

248. Tel était l'état de choses en 1938 et c'est ce qu'il est encore aujourd'hui, alors qu'avec l'appui du Gouvernement du Royaume-Uni la situation en Allemagne occidentale commence à constituer une véritable menace pour la sécurité de la Tchécoslovaquie et pour la liberté des pays de toute l'Europe. A la lumière de ces faits, les paroles prononcées par les représentants des puissances impérialistes au sujet de la liberté des peuples d'Europe orientale rendent un son tout à fait faux.

249. Il n'y aurait nul besoin de s'arrêter à ces attaques calomnieuses des représentants des Etats occidentaux et de faire perdre à notre assemblée un temps précieux s'il ne s'agissait que de calomnies. Mais les forces d'agression en Occident, dans la poursuite de leur politique de haine contre les pays socialistes, ne se bornent pas à exprimer des désirs passionnés et des calomnies sans fondement. Leur politique revêt également un autre aspect, un aspect beaucoup plus dangereux.

250. Ce n'est un secret pour personne que les puissances occidentales, les Etats-Unis en tête, n'ont pas renoncé à l'idée de provoquer de vive force un revirement dans l'évolution des pays socialistes et de les attirer à nouveau dans leur sphère d'influence et sous leur domination. Il y a toujours en vigueur aux Etats-Unis une loi selon laquelle, chaque année, plus de 100 millions de dollars sont inscrits au budget d'Etat pour l'organisation d'activités subversives dirigées contre les pays socialistes d'Europe orientale.

251. Ces derniers temps, les milieux agressifs des Etats-Unis en sont venus à prendre de nouvelles mesures dangereuses. Reconnaissant qu'à l'intérieur de chaque pays socialiste leurs plans ne peuvent compter sur aucun soutien, ces milieux, selon les déclarations de certaines personnalités officielles, ont entrepris la préparation de forces pour une guerre dite "non classique", autrement dit l'entraînement de saboteurs, chargés d'activités de subversion, de sabotage et de terrorisme dirigées contre les Etats socialistes.

252. A ce propos, je voudrais attirer votre attention sur le numéro du 24 mai de cette année du Wall Street Journal. Il publie des commentaires détaillés et des données très importantes au sujet de cette dangereuse politique des Etats-Unis. L'article du journal constate littéralement que le gouvernement de M. Kennedy entend étendre et intensifier l'application de méthodes dites "non classiques" qui comprennent les activités partisans et antipartisans, des campagnes d'espionnage, des activités de subversion, de sabotage et de terrorisme.

253. Le même article explique clairement le but de ces activités. On y cite notamment un mémorandum rédigé sous forme de circulaire par le général Trudeau qui dirige le service d'investigations et de développement de l'armée de terre. Il y est dit ce qui suit:

"Nous devons trouver un moyen de renverser le régime communiste qui règne actuellement, cela sans qu'il y ait une guerre généralisée ni même une guerre limitée."

L'article énumère d'une façon relativement détaillée les méthodes qui permettent d'atteindre ces buts. Il y est dit en particulier qu'à l'heure actuelle les Etats-Unis entraînent des contingents de partisans recrutés parmi les citoyens américains et les citoyens de pays dits "alliés". L'article poursuit en

précisant que le président Kennedy, devant le Congrès, a présenté des plans prévoyant que les "contingents spéciaux" des forces armées américaines seront à peu près doublés d'ici juin 1962. Il est dit plus loin que ces contingents sont composés d'aviateurs volontaires, qui s'entraînent à la pénétration en territoire ennemi et à l'organisation de forces internes hostiles au régime. Voilà ce que dit le Wall Street Journal, d'habitude très bien informé.

254. Monsieur le Président, je vous prie de m'excuser d'avoir été contraint de recourir à de si longues citations, mais je considère qu'elles jettent une très vive lumière sur certains agissements qui sont actuellement l'objet d'une attention soutenue des cercles militaires des Etats-Unis. On fonde évidemment de grands espoirs sur ces activités pour la "libération" de nos pays, dont M. Bingham a parlé à la 1061ème séance de l'Assemblée générale, autrement dit on espère que les peuples des pays socialistes seront de nouveau absorbés par les monopoles capitalistes et placés sous leur domination.

255. Je puis donner au représentant des Etats-Unis l'assurance que ce sont là vraiment des espoirs illusoires. Mais là n'est pas la question. Ce dont il s'agit, c'est qu'ici la politique intervient dans les relations normales entre des Etats souverains. Ce genre de politique est dangereux et peut avoir des suites extrêmement graves. C'est pour cette raison que les Etats socialistes réprouvent cette politique et ils ne négligeront aucun effort pour la mettre en pleine lumière aux yeux de tous les peuples pacifiques.

256. Le peuple tchécoslovaque, aussi bien que les peuples des autres pays d'Europe orientale, s'est prononcé unanimement pour le socialisme, dans l'édification duquel il a déjà obtenu de remarquables succès. On ne peut le faire dévier de cette voie à l'aide d'attaques, de provocations ou de calomnies répandues contre le socialisme par ses ennemis.

257. A l'adresse de nos honorables collègues, les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni, qui, jusqu'à présent, ne les ont pas encore comprises, je voudrais citer de nouveau les paroles prononcées de cette même tribune, à la quinzième session de l'Assemblée générale, par le Président de la République socialiste tchécoslovaque, M. Antoine Novotny, qui s'exprimait en ces termes:

"... cessez de spéculer sur un changement du système social de notre pays, sur la défaite et la destruction du socialisme ... comprenez enfin que la notion de liberté, telle que vous la concevez et en faveur de laquelle vous plaidez aujourd'hui avec tant d'ostentation est maintenant absolument incompréhensible et inacceptable pour notre peuple. Nous envisageons notre liberté sous un autre angle, celui des intérêts de l'évolution de la société socialiste dans son ensemble, c'est-à-dire du développement complet de l'homme, sans l'avidité qui caractérise votre société capitaliste". [871ème séance, par. 39 à 43.]

M. Slim (Tunisie) reprend la présidence.

258. Le PRESIDENT: Je donne la parole au représentant du Royaume-Uni, qui désire exercer son droit de réponse.

259. Sir Hugh FOOT (Royaume-Uni) [traduit de l'anglais]: Je crois savoir que je suis le dernier orateur de la séance de ce soir et je ne me propose pas de

retenir l'Assemblée pendant plus de quelques minutes. A vrai dire, j'aurais préféré ne pas avoir à retenir l'Assemblée même pendant ces quelques minutes, n'était ce que le représentant de l'Union soviétique a dit à la fin de son long discours.

260. J'estime devoir dire quelques mots qui, je l'espère, apporteront une note un peu encourageante après les propos abusifs plutôt décourageants que nous avons dû écouter pendant une bonne heure et demie. Le représentant de l'Union soviétique a parlé du colonialisme et il a cité le premier ministre Nehru. Dans le sens de la domination exercée par un pays sur un autre, nous sommes tous opposés au colonialisme, non seulement le premier ministre Nehru, mais nous tous. Nous sommes fiers d'avoir fait d'anciennes colonies des nations libres dans notre Commonwealth. C'est de cela que nous sommes fiers; nul n'est fier du colonialisme.

261. Le représentant de l'Union soviétique a cité, au sujet du colonialisme, le premier ministre Nehru. J'accepte la déclaration qu'il a faite. Je vais cependant citer d'autres paroles. L'an dernier, j'ai eu l'honneur d'assister à deux journées de l'indépendance: la première, dans le plus petit des territoires du Commonwealth britannique qui aient accédé à l'indépendance, à Chypre; la deuxième, dans le pays gigantesque de la Nigéria, où près de 40 millions de personnes ont accédé à l'autonomie, à la libre détermination et à l'indépendance. Le soir où le drapeau vert et blanc de la Fédération de Nigéria a été hissé, nous avons écouté le discours du Premier Ministre de la Nigéria, une personnalité d'envergure mondiale, une de celles qui dominent la présente génération.

262. Qu'a-t-il dit, en parlant de ce que nous avons apporté? Voici les paroles exactes qu'il a prononcées en ce soir de l'indépendance à Lagos, en Nigéria:

"Je m'adresse maintenant, en les remerciant, aux fonctionnaires britanniques qui ont travaillé avec nous pendant des années. Vous êtes venus vers nous comme des maîtres, puis comme des dirigeants, puis aujourd'hui comme des associés, mais toujours comme des amis."

Telle est la citation que j'oppose à celle que le représentant de l'Union soviétique nous a faite.

263. Le représentant de l'Union soviétique a parlé de l'esclavage et il est évident que l'esclavage marque une page honteuse dans l'histoire des hommes. Mais il a parlé d'un passé depuis longtemps révolu, d'une époque où de nombreux peuples s'occupaient de la traite des esclaves. Mais ce qui nous intéresse davantage, c'est le néo-esclavage, le néo-esclavage de l'époque présente où des multitudes de personnes, en l'ère que nous vivons et du temps de notre propre génération, ont été assujetties à une domination. C'est le néo-esclavage du système soviétique que nous condamnons.

264. Je ne vais pas parler ce soir des Etats satellites et de la prétention qui vient d'être émise, selon laquelle ces Etats seraient libres. A qui pourrait-on faire croire qu'ils sont libres? A qui pourrait-on faire croire qu'on y jouit de la liberté individuelle?

265. Je passe à un cas précis. Je me souviens que le Ministre d'Etat du Royaume-Uni, quand il a pris la parole devant l'Assemblée [1036^{ème} séance], a cité un cas précis. Et nous n'avons pas reçu de réponse, absolument aucune réponse. Nous parlons des îles

du Pacifique. En ces jours, on s'intéresse beaucoup aux îles du Pacifique, parce qu'il ne restera plus de territoires sous tutelle que dans le Pacifique lorsque le Ruanda-Urundi, le dernier des territoires sous tutelle d'Afrique, aura accédé à l'indépendance. Les représentants soviétiques au Conseil de tutelle, comme ailleurs, portent beaucoup d'intérêt et à juste titre sur tout ce qui se passe dans les îles du Pacifique, en Nouvelle-Guinée, par exemple, et dans l'île minuscule de Nauru. Mais que se passe-t-il dans les îles soviétiques? Que se passe-t-il dans les îles Kouriles? Cette question précise a été posée par mon ministre d'Etat, mais les représentants soviétiques n'y ont pas répondu un mot. Ces îles, également situées dans le Pacifique, demeurent entourées de l'inquiétant silence du régime soviétique. Pas un renseignement n'est fourni à leur sujet. Ces îles ne sont pas des territoires sous tutelle. Nous ne savons rien de ce qui s'y passe. Elles sont traitées comme faisant partie de l'empire soviétique et, à partir du moment où elles sont entrées dans l'empire soviétique, le monde n'en a plus entendu parler.

266. Pour ce qui est d'affranchir des peuples, nous sommes des experts. Nous avons conduit à l'affranchissement et installé dans les assemblées mondiales, au cours des 16 dernières années, des populations trois fois supérieures en nombre à la population de l'Union soviétique. Je ne suis pas surpris que les représentants de l'Union soviétique l'ignorent. L'Union soviétique n'est pas experte en affranchissement, elle est experte en oppression. Nous sommes le peuple qui, en particulier au cours des quelques dernières dizaines d'années, les années que j'ai moi-même vécues, a travaillé pour amener d'autres peuples à la pleine indépendance et nous sommes fiers, je le répète, nous sommes fiers de ce que nous avons fait, non de ce que nous avons fait il y a des générations, mais de ce que nous avons fait à l'époque dont je parle.

267. Les nouveaux pays du Commonwealth ont progressé vers la liberté, tandis que les satellites de l'Union soviétique ont rétrogradé vers le néo-esclavage.

268. Je ne retiendrai pas l'Assemblée plus d'une ou deux minutes de plus, mais je voudrais parler de certains des territoires qui ont été mentionnés ce soir. Nous avons parfois l'impression, en écoutant ces accusations usées, répétées maintes et maintes fois, d'écouter un vieux disque de phonographe fêlé. Il y a quelque temps, dans ce débat [1059^{ème} séance], nous avons entendu M. Kisselev, de la RSS de Biélorussie. Parlant mardi dernier, il a dit: "La lutte pour l'indépendance se poursuit au Tanganyika." La lutte pour l'indépendance se poursuit au Tanganyika, voilà bien ce qu'il a dit. Or le Tanganyika va fêter son indépendance dans deux semaines. En ce moment même où, selon nos amis soviétiques, le combat, la lutte se poursuit au Tanganyika, les Tanganyikais, en réalité, se préparent à célébrer les fêtes de leur accession à l'indépendance avec la pleine approbation et la pleine coopération du Royaume-Uni. Voilà un des disques fêlés de l'Union soviétique.

269. M. Lapine nous a demandé il y a quelque temps pourquoi le Royaume-Uni refusait d'accorder l'indépendance au Kenya. Il n'est pas question de refuser l'indépendance au Kenya. Le Royaume-Uni est désireux et soucieux de voir le Kenya devenir indépendant et le retard est dû à des désaccords entre les deux principaux partis politiques du Kenya. En ce moment

même, nous envoyons sans tarder un expert en questions constitutionnelles, qui arrivera dans quelques jours au Kenya, pour aider les deux partis à élaborer des propositions pour la nouvelle constitution sous le régime de laquelle le Kenya deviendra indépendant. Soit dit en passant, nous avons été mal renseignés — pour employer un terme courtois — sur la situation actuelle; il y a déjà une majorité d'Africains au Parlement du Kenya.

270. On a parlé des problèmes de la Rhodésie du Nord. Là, les divergences ont été restreintes d'une façon qui rapproche tellement les deux points de vue que nous espérons pouvoir aller bientôt de l'avant, avec une nouvelle constitution, vers de nouvelles élections.

271. Au sujet de la Rhodésie du Sud, je me souviens avoir entendu dire précédemment, au cours de ce débat, qu'une nouvelle Afrique du Sud était en train de se constituer. Je tiens à le nier formellement. Le Premier Ministre de la Rhodésie du Sud a fait récemment une déclaration aux termes de laquelle son programme pour les prochaines élections reposait sur l'abolition de toute ségrégation raciale, de toute discrimination raciale en Rhodésie du Sud. Il est extravagant de donner à entendre que la politique suivie en Rhodésie du Sud serait la même qu'en Afrique du Sud.

272. Les mêmes progrès se poursuivent dans nos autres territoires. L'un après l'autre, les territoires du Commonwealth britannique sont conduits à l'autonomie, l'autodétermination, l'indépendance. L'un après l'autre, ils entrent à l'Assemblée générale. Ce que nous faisons là, nous le justifions, nous le défendons et, je le répète, nous en sommes fiers. Toute ma vie, j'ai consacré mes efforts aux préparatifs qui sont l'objet d'un tel dédain du représentant de l'Union soviétique. Toute ma vie, j'ai travaillé avec les peuples de ces pays à constituer les parlements, à établir la fonction publique, à développer l'enseignement. Le représentant de l'Union soviétique a cité des chiffres pour prétendre que nous ne formions pas d'enseignants. C'est une allégation extravagante. Il n'a pas parlé des universités qu'on est en train de créer dans ces pays. Il a parlé de trois instituteurs en Ouganda, mais il a passé sous silence l'université qu'on est en train de développer en Ouganda et qui aura des sections également au Kenya et au Tanganyika, soit trois collèges en tout, dépendant de la nouvelle Université d'Afrique orientale.

273. J'apporte mon témoignage personnel des efforts accomplis pour réaliser cette préparation et je puis dire que ce travail n'a pas été fait en vain. Je suis sûr qu'il n'est pas dans l'Assemblée un seul représentant d'un des pays anciennement sous administration du Royaume-Uni qui puisse contester que les préparatifs accomplis pendant toutes ces années ont été précieux et ont donné de bons résultats.

274. Pour terminer, je voudrais dire quelques mots au sujet du nationalisme. Je crois que le nationalisme,

une des grandes forces de notre siècle, de notre génération, est une force qui agit pour le bien de l'humanité. Je crois que les nouvelles nations que la marée du nationalisme a portées à l'Assemblée peuvent sauver le monde. Je crois que leur influence peut être décisive à l'avenir. Aucun pays — ni l'Union soviétique, ni aucun autre pays — ne pourra ne pas tenir compte de l'existence de ces nouvelles nations. Elles auront une influence capitale dans les temps à venir. Je remercie Dieu qu'il en soit ainsi. Je crois qu'elles constituent à bien des points de vue l'espoir du monde. C'est la marée du nationalisme qui les a portées ici. Le nationalisme, je l'admets, peut tourner au racisme, peut devenir une source de mal, mais le nationalisme peut devenir une source de patriotisme, une source de fierté et d'effort.

275. L'Union soviétique croit-elle au nationalisme? Je me suis donné la peine l'autre jour de chercher quelle était la plus récente prise de position, dans les hautes sphères de l'Union soviétique, sur la question du nationalisme. J'ai constaté qu'on tient certains propos ici mais qu'on parle un langage différent chez soi. Au sujet du nationalisme, citerai-je à l'Assemblée quelques lignes du programme du Parti, publié récemment en URSS? Ce programme du Parti qui est omnipotent réclame "une lutte implacable contre les manifestations et survivances du nationalisme sous toutes ses formes". Voilà comment l'Union soviétique parle à son peuple, chez elle, et ce n'est pas ce qu'elle dit ici. Le programme poursuit:

"La liquidation des manifestations du nationalisme est dans l'intérêt de toutes les nations et nationalités de l'URSS."

276. Je crois et nous croyons tous que l'un des grands mouvements de notre génération, de notre ère, est la création de nouvelles nations. Personnellement, je suis heureux et fier d'avoir pu, toute ma vie, travailler avec quelques-uns des peuples intéressés à la création de ces nouvelles nations. Je n'ai pas honte de ce que nous avons fait et ceux d'entre nous qui considèrent ce qui a été fait en ces 30 ans de travail avec les peuples des nouvelles nations maintenant indépendantes estiment que ce fut du bon travail.

277. Je repousse les accusations qui ont été portées contre nous et je suis très heureux d'avoir eu l'occasion, même à cette heure tardive, de réfuter en particulier les accusations de l'Union soviétique.

278. Le PRESIDENT: Avant de lever la séance, je voudrais attirer l'attention de l'Assemblée sur un nouveau projet de résolution [A/L.369] qui a été présenté par la délégation du Mexique et qui vient d'être distribué. A notre prochaine séance, lundi, nous examinerons les divers projets de résolutions et nous passerons ensuite au vote.

La séance est levée à 0 h 35.